14e année
numéro 276

10 Août 1938
prix : 2 francs

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

PERMANENCE : Tous les soirs, de 18 à 19 heures

Tél.: **BOTzaris 21-02**

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 276

(10 août 1938)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

La guerre pour la Chine
Russie et Japon

Quant aux deux principaux rivaux, le Japon et l'Empire russe, il faudra bien leur laisser le champ libre, l'un et l'autre ayant une force d'expansion trop grande pour qu'on puisse essayer de la comprimer par la diplomatie.

ELISÉE RECLUS.

C'est une chose curieuse, et qui donne fort à réfléchir, que cette permanence des politiques extérieures. Des changements considérables peuvent intervenir dans la politique intérieure des Etats, des révolutions sociales et politiques peuvent les avoir intérieurement transformés, leurs frontières peuvent avoir été sensiblement modifiées, les rapports de forces changés, *les grands desseins extérieurs demeurent.*

De même que le « Drang nach Osten » et la « Mitteleuropa » de l'Allemagne impériale, eux-mêmes reviviscence de la grande poussée germanique vers l'Est du moyen âge, demeurent l'axe de la politique allemande sous Hitler, la conquête de la Chine tentée par la bureaucratie czariste à la fin du XIXe siècle au moyen de la constitution d'un « empire russo-chinois », pour employer l'expression d'un de ses artisans Alexandre Ular, est poursuivie aujourd'hui, presque selon les mêmes lignes, par la bureaucratie stalinienne. Tout comme alors, cette emprise de la Russie sur la Chine se heurte au Japon. L'actuel conflit sino-japonais n'est, en réalité, depuis le premier jour qu'un conflit russo-japonais, un conflit dont l'enjeu n'est autre que la conquête de la Chine.

⁂

Dans ce qui va suivre, j'utiliserai largement un ouvrage paru à la fin de l'année dernière en Angleterre, sous le titre « l'Etoile Rouge sur la Chine » (1). Son auteur, Edgard Snow, est un Américain, correspondant à Shanghaï du travailliste anglais *Daily Herald,* qui eut la possibilité, tout à fait exceptionnelle, de passer près de quatre mois avec l'armée rouge chinoise pendant l'été 1936, ne la quittant que peu de temps avant l'enlèvement de Chang Kai Shek par le « jeune maréchal » Tchang Tsueh Liang, fait capital qui est à l'origine même des événements actuels.

Le fait que ce journaliste ait pu séjourner dans les territoires contrôlés par l'armée rouge et organisés en une république « soviétique » indique suffisamment que le personnage était *persona grata* auprès, non seulement des Chinois rouges, mais des Russes, ce qui se trouve confirmé par cet autre fait que l'éditeur de l'ouvrage est l'éditeur habituel des livres staliniens en Angleterre. Rien de ce qui est rapporté dans ce copieux reportage de 450 pages n'a donc pour but de nuire aux staliniens; tout au contraire. Les conclusions qu'on en peut tirer n'en ont que plus de valeur.

L'HISTOIRE DE L'ARMEE ROUGE

Une première question se pose : qu'est-ce que l'« armée rouge » chinoise? S'agit-il d'un mouvement proprement chinois, d'une rébellion de paysans chinois exaspérés, comme les Taïping du siècle dernier ou les « lances rouges » d'il y a dix ans, à l'époque de la marche victorieuse du Kuomintang sur Hankéou et Nankin? Ou bien n'est-ce qu'un mouvement directement inspiré, commandé et dirigé par les hommes de Moscou, à l'instar de nos partis dits « communistes » d'Occident?

Mais d'abord quelle est l'origine de cette armée rouge?

Nous nous rappelons tous, les effroyables événements d'avril 1927. Puissamment épaulé, depuis des années, par l'Internationale communiste, le mouvement républicain du Kuomintang, anti-impérialiste et socialisant, du moins en formules, mais bourgeois par son contenu social, avait affermi peu à peu son pouvoir à Canton, dans le sud de la Chine, et venait, après une marche foudroyante sur Hankéou, cœur de la Chine, de s'emparer en quelques semaines de la Chine tout entière.

Cela n'avait été possible que du fait de l'aide russe, et cette dernière s'était traduite politiquement par la constitution d'un front unique entre le Kuomintang et le parti communiste chinois. Or la victoire était à peine acquise, Nankin et Shanghaï venaient à peine de tomber entre les mains du Kuomintang que son chef, Chang Kai Shek, faisait massacrer à Shanghaï tout ce qui était ouvrier, communiste, révolutionnaire, russe.

Le parti communiste chinois était décapité.

Cependant il tentait, peu après, de contre-attaquer. Ses contre-attaques se produisirent dans le Sud. La plus importante, celle de Canton, fin 1927, se termina par une défaite écrasante. Le parti communiste fut anéanti : plus d'appareil, plus de parti, plus même de liaisons avec la Russie. Chang Kai Shek et les bourgeois du Kuomintang avaient remporté un triomphe total; le « communisme » et la Russie avaient disparu de la Chine.

Cependant, quelques rares militants, des militants « de la base », avaient pu, par-ci par-là, échapper. Ils sont dépourvus de toutes liaisons, même entre eux, de toutes « directives », mais ce sont des hommes énergiques et résolus, que les quelques mois qu'ils viennent de passer dans les rangs du communisme (en temps de révolution les hommes se forment vite) ont profondément dressé contre l'injustice sociale; ils ont une haine profonde du capitaliste et, plus particulièrement, du propriétaire foncier. Alors, loin des grandes villes, en pleine campagne — on aurait envie de dire, s'il ne s'agissait de la Chine : en pleine brousse — ils groupent autour d'eux quelques partisans. Ils sont une bande. Une bande qui, en ce pays qui vient de vivre de longues années de guerre civile et de révolution, en ce pays d'affamés et de déracinés, grossit vite; puis plusieurs bandes se rejoignent; bientôt on a une armée.

C'est ainsi que durant les années 28-29 se constituèrent, en plusieurs points de la Chine, des armées rouges.

La principale était celle du Kiang-Si, dans le sud de la Chine, pays du thé. En cette pro-

(1) *Red Star over China,* par Edgard Snow (Gollancz, édit.).

vince, dépourvue de moyens de communications (tous les transports terrestres s'y font à dos d'hommes), ancien centre de la révolte des Taïping, une « bande », dirigée par des communistes, s'était solidement installée sur une montagne presque inaccessible de la frontière du Foukien, un vieux site de « brigands ». Descendant de là comme d'un château fort, forte bientôt de plusieurs dizaines de mille hommes, cette armée réussit rapidement à établir son contrôle sur la moitié environ de la province, soit un territoire grand comme sept à huit départements français.

Ces armées rouges, ces « bandits » comme ils étaient dénommés officiellement par le gouvernement de Chang Kai Shek, dont le nombre et l'audace croissaient sans cesse, commençaient à devenir inquiétants. Chang Kai Shek résolut de les détruire : fin 1930, commença une campagne d' « extermination » contre les Rouges, la première. Elle se termina par un échec total. Une deuxième campagne lui succéda : même résultat. Et ainsi des suivantes. En trois ans, quatre campagnes d'« extermination » eurent lieu, avec des moyens toujours accrus, et... avec de moins en moins de succès. Chaque échec rendait d'autant plus impérieuse la nécessité d'une nouvelle tentative. L'« extermination » des Rouges devint ainsi bientôt la grande affaire, l'unique affaire de Chang Kai Shek, celle au succès de laquelle tout le reste de sa politique fut bientôt subordonné. C'est pour l'extermination des Rouges que Chang Kai Shek fit appel à des conseillers militaires allemands, von Seekt et autres; ce fut pour lui permettre de concentrer tous ses efforts contre les Rouges qu'il n'opposa à l'invasion japonaise en Mandchourie, au Chahar, au Jéhol, que des protestations toutes platoniques, son mot d'ordre étant : « unification, puis résistance », c'est-à-dire : d'abord unification de la Chine par l'anéantissement des Rouges, puis, ensuite seulement, résistance au Japon.

Une cinquième campagne d'« extermination » commence en octobre 33. Elle va être l'occasion d'un événement très important. Cette campagne est lancée avec des moyens formidables; il ne s'agit de rien de moins que de faire le siège de toute la région tenue par l'armée rouge du Kiang-Si. Mais, l'armée rouge, cette fois encore, tient le coup; cependant, l'appareil stalinien, qui a eu le temps de reprendre bien en mains cette armée de Chinois révoltés, tout comme naguère l'appareil bolchevik avait pris en mains les ouvriers russes qui avaient fondé les soviets et occupé les usines, profite de l'occasion pour demander à l'armée du Kiang-Si d'échapper à l'étreinte gouvernementale en battant en retraite. Elle lui demande de battre en retraite... jusqu'à l'autre extrémité de la Chine. L'armée rouge accepte, et ça va être la « longue marche », fait d'armes célèbre en toute la Chine, et qui ne peut en effet être comparé qu'à la retraite des Dix Mille ou à celle de Russie.

En octobre 1934, soit un an après qu'a commencé la cinquième campagne d'extermination, les lignes de fortification gouvernementales sont enfoncées et... tout le monde part. L'armée et tout son matériel (même les machines des arsenaux et des usines ont été démontées et on les emmène avec soi), et aussi un grand nombre de paysans : hommes, femmes, enfants. Ça tient à la fois de la retraite militaire et de la migration de peuples.

Le Kiang-Si est presque à l'extrémité sud-est de la Chine; or il s'agit d'aller rejoindre le Chensi, l'extrémité nord-ouest de la Chine. En ligne droite, à peu près 1.500 kilomètres. Mais... on ne peut pas y aller en ligne droite; il faudrait, pour cela, traverser tout le cœur de la Chine, c'est-à-dire tout ce qui est le plus fortement tenu par Chang Kai Shek. Il va donc falloir quasiment sortir de Chine : filer droit vers l'Ouest, jusqu'aux hautes montagnes qui marquent le rebord des plateaux thibétains, puis longer celles-ci vers le Nord, jusqu'au moment où l'on débouchera sur les plaines du haut Fleuve Jaune : 3.000 kilomètres à vol d'oiseau; en fait, avec les détours, les marches et les contremarches, ce sera près de 10.000 kilomètres que parcourra l'armée rouge du Kiang-Si. 10.000 kilomètres dans des pays sans routes, la plupart du temps terriblement accidentés, sous un climat rude, sur des sols souvent stériles. Cette marche devra, en outre, se faire sous les bombes et les mitrailleuses des avions gouvernementaux, avec, à traverser, de puissants fleuves torrentueux et encaissés qui ne sont franchissables qu'en de rares points, sur lesquels, bien entendu, se massent les troupes gouvernementales.

C'est presque une gageure.

La gageure réussit.

Un an après son départ du Kiang-Si, l'armée rouge atteignait le Chensi. Partis 90.000, ils arrivent encore 45.000.

Les autres armées rouges, moins importantes, qui tenaient ça et là dans le centre de la Chine, reçoivent le même ordre de « retraite », de sorte qu'en 1936, toutes les armées rouges n'en forment à peu près qu'une seule, concentrée tout entière dans la province du Chensi et dans celle, limitrophe, du Kansou, à l'intérieur de la grande boucle du Fleuve Jaune.

A propos de cette concentration j'ai employé l'expresion de « retraite ». On pourrait croire que c'est un mot impropre. « Retraite » signifie en effet : revenir vers ses bases. Or, en quoi le nord-ouest de la Chine est-il plus près des bases d'une armée chinoise que le Centre ou le Sud-Est. C'est un déplacement, non une retraite.

En réalité, si! c'est bien une retraite, c'est une retraite, car les armées chinoises se sont par là rapprochées de ce qui va être maintenant leur base : la Russie. A partir de ce moment, l'armée rouge chinoise n'est plus et ne peut être autre chose que l'avant-garde de l'armée russe. En concentrant toutes les forces rouges dans le Chensi et le Kansou, le commandement russe les a établies à proximité des pays tributaires de la Russie, comme la Mongolie Extérieure, et à l'origine de ce couloir de Lan-Tchéou qui est en quelque sorte l'avancée de la Chine vers l'Europe, le pays d'où partent depuis les millénaires les caravanes vers l'Europe et dont Elisée Reclus disait qu'il deviendrait le principal carrefour de la grande voie entre l'Occident et l'Orient, le point d'où les futures voies ferrées venant de Russie (par les trouées de la Dzoungarie et du Turkestan) se ramifieraient à travers la Chine.

CHAUVINISME ET UNION SACREE

Aussi, n'est-il pas étonnant qu'en 1936, lorsque M. Snow visita l'armée du Chensi, celle-ci, quoiqu'elle ait pu être auparavant,

était alors totalement inféodée à l'« idéologie » et la politique russes. Tout ce que rapporte M. Snow de la vie de l'armée rouge le montre. On se croirait dans un quelconque parti « communiste » d'Europe. Mêmes procédés de propagande, mêmes mots d'ordre, même catéchisme, même charabia, même organisation, même politique.

On est en 1936. En Europe, le dernier « tournant » stalinien bat son plein; c'est celui du chauvinisme et de l'union sacrée; il en est de même en Asie, avec une intensité seulement encore plus grande.

Le chauvinisme? Voici, par exemple, comment M. Snow décrit une pièce, *Invasion*, qu'il vit à Pao An, la capitale de l'armée rouge du Chensi, au cours d'une grande représentation théâtrale en plein air, à laquelle assistait toute la population :

> L'action débute dans un village de Mandchourie en 1931 : des Japonais arrivent et chassent les soldats chinois qui pratiquent la « non-résistance ». La seconde scène représente un banquet d'officiers japonais dans la demeure d'un paysan, ils se servent des Chinois comme tabourets, et, après s'être saoulés, violent les femmes. Une autre scène montre des colporteurs japonais vendant de la morphine et de l'héroïne, et forçant les paysans à en acheter une certaine quantité. Un jeune homme qui se refuse à en acheter est emmené pour être interrogé : « Tu n'achètes pas de morphine, c'est donc que tu n'obéis pas aux lois sur l'hygiène du Mandchoukouo, c'est que tu ne vénères pas ton empereur « divin » Pu Yi », lui déclare-t-on, « tu es donc un sale individu, un bandit antijaponais », et le jeune homme est promptement exécuté.
>
> Une autre scène, sur la place du village, montre de petits marchands vendant paisiblement leurs marchandises. Tout d'un coup des soldats japonais arrivent. Ils sont à la recherche des « bandits antijaponais », ils demandent les laissez-passer, et ceux qui les ont oubliés sont fusillés. Puis, deux officiers japonais se régalent d'un porc pris à un marchand ambulant et quand celui-ci en réclame le paiement, ils s'étonnent : « Tu veux qu'on te paie? Eh quoi! alors que Chang Kai Shek nous a donné la Mandchourie, le Jehol, le Chahar, la Trêve de Tangkou et l'accord de Ho-Umetsu sans nous demander un sou, toi, tu veux qu'on te paie pour un simple petit cochon! ». Et là-dessus, ils l'empalent comme bandit.

On voit combien « les enfants aux mains coupées » de nos chauvins de 1914 sont largement dépassés par ce théâtre « communiste » dont M. Snow écrit qu'« il n'y a pas de moyen plus puissant de propagande dans le mouvement communiste, et qu'aucun n'est plus subtilement manipulé ».

Quant à l'union sacrée, le « front uni », le front national, cette politique qui devait aboutir un an plus tard à l'union totale du parti communiste chinois avec « le bourreau Chang Kai Shek », ainsi que l'a signalé à l'époque une lettre de Chine parue dans la *R. P.* (25 novembre 37), il se traduisait, dès ce moment, par une fraternisation extrêmement poussée avec les armées gouvernementales.

La principale de celles-ci était celle du « jeune maréchal » Tchang Tsue Liang, le fils de Tchang Tso Ling l'ancien dictateur de Mandchourie. C'était celle qui avait dû abandonner, sans combattre, la Mandchourie aux Japonais, et que Chang Kai Shek avait maintenant chargée de tenir tête aux Rouges. C'est avec cette armée qu'au cours de l'été 1936, la fraternisation battait son plein. Fraternisation, pas seulement par le moyen de la propagande, mais par des actes : autant que possible, on ne combattait pas, on tirait le moins possible, et, si l'on faisait des prisonniers, on les renvoyait avec des excuses.

Voici à cet égard un incident caractéristique que raconte notre auteur :

> Un régiment ennemi [c'est-à-dire de l'armée gouvernementale] avait été cerné par des troupes de la 2e Division rouge (1er Corps d'Armée). Des cris de bienvenue, des slogans amicaux et des sonneries de clairons saluèrent l'ennemi. Puis, les Rouges envoyèrent aux Blancs 200 moutons, car ceux-ci n'avaient rien à manger; aux moutons était joint une lettre qui expliquait les buts de l'armée rouge. Les Blancs promirent de répondre dans l'après-midi. Dans leur lettre les Rouges proposaient le « front uni », la paix entre les Chinois, et s'engageaient à ne pas tirer si les Blancs se retiraient. A deux heures, les troupes blanches s'en allaient. « C'est là un important pas en avant dans la lutte pour le front uni », déclare Peng [commandant de la 1re Armée Rouge], tout jubilant.
>
> Malgré tout, quelques Rouges avaient tiré sur les Blancs, mais cela semble n'avoir été que le fait de quelques « individualistes » qui ne pouvaient pas comprendre pourquoi ils devaient laisser s'échapper toutes ces armes. Ils furent sévèrement réprimandés, et on leur fit davantage encore de conférences sur le « front uni ».

LE TOURNANT DE CHANG KAI SHEK

Systématiquement et inlassablement poursuivie avec tous les moyens dont sait user cette puissante organisation d'« ingénieurs des âmes » qu'est l'I.C. (à laquelle on ne trouve d'équivalent que dans l'Eglise catholique), cette propagande porta ses fruits.

L'armée de Tchang Tsue Liang, les officiers surtout, se laissèrent peu à peu convaincre que la guerre contre le Japon était la chose la plus urgente, qu'il n'était pas indispensable de commencer par exterminer les Rouges, et même, qu'après tout, puisque ceux-ci s'offraient pour combattre le Japon, leur aide n'était peut-être pas à dédaigner. Lorsque tous les officiers, ou presque, de l'armée de Tchang Tsue Liang partagèrent cette façon de voir, il ne restait plus à leur général qu'à les suivre, et même, pour pouvoir les suivre, à les précéder.

C'est ainsi que se produisit l'événement qui, je le répète, fut le fait décisif, celui qui a déterminé tout l'actuel conflit sino-japonais : l'enlèvement de Chang Kai Shek, grand chef du gouvernement et généralissime, par son général Tchang Tsue Liang.

On se rappelle les faits. C'était en décembre 36. Chang Kai Shek était allé au quartier général de Tchang Tsue Liang pour mettre la dernière main aux préparatifs de la 6e campagne d'« extermination des Rouges ». A peine arrivé, Tchang Tsue Liang le fait prisonnier, afin de l'obliger à partir en guerre contre le Japon; s'il s'y refuse, on lui substituera quelqu'un d'autre.

C'est donc le triomphe total de la politique russe.

Cependant, ce n'est pas seulement avec Tchang Tsue Liang et son armée que les Russes veulent le « front uni » contre le Japon; c'est avec tout le monde, notamment, et plus peut-être même qu'avec tout autre, avec Chang Kai Shek. C'est pourquoi ils interviennent pour modérer Tchang Tsue Liang et ses officiers. Alors que, pour la plupart, ceux-ci sont partisans d'exécuter Chang Kai Shek, ou tout au moins de le garder indéfiniment prisonnier, les officiers de l'armée rouge envoyés d'urgence au quartier général de Tchang Tsue Liang préconisent et obtiennent tout le

Chang en liberté, mais on va l'y remettre avec tous les honneurs de la guerre, car il ne peut être utile et jouer le rôle qu'on lui destine qu'à la condition qu'il ne perde rien de son prestige : qu'il « garde la face ». En conséquence, non seulement Chang Kai Shek est remis en liberté sans conditions, mais c'est au contraire Tchang Tsue Liang qui s'avouera vaincu, fera des excuses, se constituera prisonnier et... sera condamné.

Telle est la façade, le « mot sans la réalité » (yu ming wu shi) selon la propre expression chinoise, mais derrière la façade est la réalité, la « réalité sans le mot » (yu shih wu ming). Et la réalité est celle-ci : il est implicitement convenu que Chang Kai Shek ayant éprouvé sa faiblesse, ayant constaté qu'il avait désormais contre lui, aussi bien ses propres forces que ses ennemis rouges, en tirera la conclusion, à savoir : la nécessité de changer sa politique extérieure. Abandonner sa politique pro-japonaise ou, tout au moins, de tergiversations et de résistance purement passive à l'égard du Japon, pour la remplacer par une politique de résistance active, avec l'aide russe.

Chang Kai Shek tint la parole... qu'il n'avait pas donnée. Dans la forme, rien n'est changé à la politique officielle du gouvernement chinois, toutes les demandes formulées tant par l'armée de Tchang Tsue Liang que par l'armée rouge sont officiellement rejetées, mais, dans le fond, c'est un renversement complet de la politique étrangère chinoise qui s'opère et en fait tout ce qui avait été demandé par l'armée rouge.

Laissons la parole à M. Snow :

Le 29 décembre 1936 [soit quatre jours après son retour à Nankin] Chang Kai Shek convoque une réunion extraordinaire de la commission permanente du Comité Exécutif Central, l'organe suprême du Kuomintang, et lui demande de faire quatre choses : remettre à la Commisison des Affaires Etrangères (dont il est le Président) la question du châtiment à prononcer contre Tchang Tsue Liang, déléguer à cette même Commission le règlement des affaires du Nord-Ouest, cesser les opérations militaires contre les rebelles, et supprimer le quartier général des « expéditions punitives ». Ces demandes sont acceptées.

Le 31 décembre Tchang Tsue Liang est condamné à 10 ans de prison et à la privation de ses droits civiques pendant 5 ans, mais le lendemain, il est gracié. Et pendant tout ce temps il est l'hôte personnel du beau-frère de Chang, T. V. Soong!

Le 6 janvier, le quartier général du généralissime à Sianfou pour la « suppression du banditisme » est aboli.

Deux jours plus tard on sait déjà que va être limogé le ministre des Affaires étrangères, Chang Chun, personnage parlant le japonais, élevé au Japon, et l'un des principaux chefs du clan de « la science politique » dans le Kuomintang. C'était lui que visait principalement l'armée du Nord-Ouest dans sa demande d'éloignement des fonctionnaires pro-japonais. Il est remplacé par le Docteur Wang Chung Hui, avocat qui a fait ses études en Amérique, l'un des chefs du Ou Mei Pai, le clan « européen-américain » antijaponais du Kuomintang, que l'armée du Nord-Ouest regardait avec faveur.

Enfin, des agents japonais sont arrêtés, et, pour la première fois, il y en a plusieurs d'exécutés.

Par ailleurs, non seulement la paix était faite avec l'armée rouge, mais 500.000 dollars lui sont versés par le gouvernement comme contribution à l'administration des territoires qu'elle contrôle.

En contre-partie l'armée encore dite « rouge », mais qui doit devenir bientôt simplement la 8e armée, abandonne toute activité sociale, notamment la confiscation des terres des propriétaires fonciers. En décembre 1935 encore, elle avait promulgué des lois agraires en vertu desquelles aucune personne ne pouvait posséder plus de terres qu'elle n'en pouvait cultiver elle-même; un an après, elle cesse d'appliquer ces lois. Le propriétaire devient sacré.

Tout comme en Europe, et au même moment, la lutte de classes, la transformation sociale sont jetées par-dessus bord. La révolution sociale et agraire n'avait été qu'un moyen de chantage pour imposer au gouvernement chinois la politique extérieure que le gouvernement russe voulait qu'il suive à l'égard du Japon. Le paysan chinois était sacrifié à la lutte contre le Japon tout comme le paysan et l'ouvrier espagnols étaient, au même moment, sacrifiés à la lutte contre l'Allemagne.

Lutte de classes, révolution sociale, simples cartes à jouer dans le jeu impérialiste.

VERS LE PARTAGE DE LA CHINE ?

Ce renversement complet de la politique de Chang Kai Shek, après son enlèvement, put ne pas être très bien saisi en Europe, mais au Japon, il fut rapidement perçu. Six mois après l'enlèvement de Chang, les troupes japonaises débarquaient à Shanghaï. Le conflit russo-japonais pour la conquête de la Chine entrait, à partir de ce moment, dans sa phase active, bien que les Russes ne se battaient encore que par Chinois interposés.

Le grand espoir que nous avons tous eu, lors de Sun Yat Sen et des débuts du Kuomintang, d'une Chine échappant à l'impérialisme, ne semble plus guère fondé. Comme l'écrivait Reclus il y a quelque 40 ans, les impérialismes anglais, français, qui, les premiers, avaient mis la main sur la Chine, auraient peut-être pu s'éliminer assez facilement, mais il n'en est pas de même des impérialismes russe et japonais : « leur force d'expansion est trop grande pour qu'on puisse essayer de la comprimer ». A l'heure actuelle, ces deux forces, qui n'ont pas cessé de s'opposer en Extrême-Orient depuis un demi-siècle, entrent, pour la seconde fois en 40 ans, en conflit aigu.

Lequel des deux Empires sera vainqueur? Y aura-t-il un vainqueur, un vainqueur total, je veux dire : l'un des deux deviendra-t-il maître de toute la Chine? Je ne le pense pas, au moins en ce qui concerne le proche avenir. C'est plutôt, sans doute, à un partage de la Chine, à l'établissement d'un certain équilibre entre les deux grandes puissances asiatiques, la continentale et l'insulaire, qu'on aboutira comme solution.

En 1932, lors du premier débarquement japonais à Shanghaï, nous écrivions qu'en débarquant à Shanghaï en même temps qu'ils s'emparaient de la Mandchourie, les Japonais jalonnaient la portion de la Chine dont ils entendaient devenir les maîtres : le nord de la Chine jusqu'au Yang Tsé. Les opérations militaires qui ont lieu depuis un an tendent à confirmer cette prévision. Les bombardements et débarquements très localisés que les Japonais effectuent de temps en temps sur les côtes sud de la Chine n'ont qu'un caractère de défensive-offensive : il faut empêcher le com-

mandement militaire chinois de se sentir en sûreté où que ce soit. En revanche, de Pékin à Nankin, c'est un front japonais presque continu et qui pousse en avant sans arrêt.

Les limites Nord et Sud de ce qui apparaît comme devant être la future Chine japonaise sont donc nettement marquées : le cours de l'Amour et le bassin du Yang Tsé. La limite orientale est, bien entendu, l'Océan, mais à l'Ouest, quelle limite? Le Japon a-t-il l'intention et aura-t-il la force de pousser sa conquête jusqu'aux frontières occidentales de la Chine, jusqu'aux confins du Thibet? Cela me semble peu probable. Tout porte à croire que, au moins comme solution provisoire, mais un provisoire qui peut durer longtemps, le Japon s'arrêtera, sagement, vers la grande branche nord-sud du Fleuve Jaune au Nord, le long du fleuve Han, au Sud.

A soi seul, cela représente un territoire immense, plus grand que la France et beaucoup plus peuplé. C'est la région de la Chine la plus riche au point de vue agricole, la région des terres à blé, celle des terres à riz et à coton; c'est aussi celle qui comprend à la fois le cœur et le débouché de la Chine; c'est enfin, et surtout, celle qui est la plus directement utile pour le Japon, parce que c'est celle qui renferme le charbon et le minerai de fer, ces deux matières premières fondamentales dont le Japon est presque totalement dépourvu.

Qu'adviendra-t-il, alors, de la Chine occidentale? Restera-t-elle indépendante? C'est peu vraisemblable. Elle ne trouvera à s'opposer à son puissant voisin qu'en se réfugiant au sein de son autre puissant voisin : l'ours moscovite. Le Kansou, le Chensi, le Sseu-Tchouan formeront l'empire russo-chinois, tandis que le Tcheli, le Chansi, le Honan, le Chantong, le Kiang-Sou seront plus ou moins annexés à la thalassocratie japonaise. (Tout ceci, sauf intervention de l'Amérique dont l'inaction devant le progrès japonais est d'ailleurs particulièrement étrange).

Seul le sud de la Chine paraît pouvoir aspirer à une vie relativement indépendante. M. Mandel et la banque Lazard ont beau s'agiter, c'est vraiment un trop gros morceau pour le peuple français, maintenant fatigué et peureux. Par ailleurs, ce n'est pas un hasard si c'est le Sud qui a toujours été jusqu'ici le refuge de l'indépendance et de la révolution chinoises; si c'est à Canton que le Kuomintang s'est installé et a forgé l'arme qui lui a permis de conquérir le reste de la Chine, si c'est dans une autre province méridionale, le Kiang-Si, que s'est constituée la première et la plus importante des armées rouges, si c'est l'armée du Kouang-Tong qui seule opposa une résistance efficace au débarquement japonais de Shanghaï en 1932, et si, enfin, aujourd'hui, la seule armée solide sur laquelle peut compter Chang Kai Shek dans sa guerre contre le Japon (en dehors peut-être de l'ancienne armée rouge) est celle du Kouang-Si.

Les hachures continues couvrent la future zone probable d'influence japonaise, les hachures interrompues la future zone probable d'influence russe, la partie non hachurée restant indépendante.

Le double trait indique l'itinéraire suivi par l'armée rouge dans sa « longue marche ».

Un Chine partagée en trois : le tiers nord-est aux mains du Japon, le tiers nord-ouest aux mains des Russes, le tiers sud aux mains des Chinois, telle est la perspective qu'il paraît assez normal pour le moment d'envisager.

Mais par quelle série d'avatars, au bout de combien d'années, cet équilibre se trouvera-t-il réalisé? C'est ce que l'avenir montrera.

R. LOUZON.

Nouvelles d'U.R.S.S.

LA TERREUR. — Mi-juin 1938. — La presse anglaise fait pressentir un prochain procès des diplomates où l'on verrait figurer les attachés militaires à Paris, Londres et Berlin, les ex-ambassadeurs à Tokio et Oslo, l'ex-consul général à Barcelone, Antonov Ovséenko, celui-là même qui, le 7 novembre 1917, dirigeait l'assaut du Palais d'Hiver — et qui, rappelé d'Espagne à Moscou, pour recevoir le portefeuille de la Justice, disparaissait en prison vers le 7 novembre 1937. Avec ou sans procès, il est bien certain que tous ces hommes — et tous leurs compagnons de travail et de luttes depuis plus de vingt ans — sont perdus. Je l'ai maintes fois écrit, depuis deux ans, non sans souhaiter ardemment de me tromper... Loin de là, les faits ont, par leur rigueur atroce, dépassé mes prévisions, dépassé les pires prévisions...

On a vu continuer au cours des derniers mois la destruction des générations révolutionnaires. Ont disparu notamment : l'ancien marin de Cronstadt Dybenko, qui joua un rôle de premier plan en 1917, récemment commandant en chef de la circonscription militaire de Léningrad; l'ambassadeur de l'U.R.S.S. à Sofia, Raskolnikov, qui en 1917-20, après avoir pris part à l'insurrection victorieuse, commanda une flotte rouge de la Volga puis dans la Caspienne, devant les côtes de la Perse, le commissaire du peuple à la Justice Krylenko, qui fut, en 1917, le premier généralissime bolchevik des armées russes et, plus tard, en qualité de procureur, requit dans les procès politiques les plus importants... Enfin, trois des personnages les plus influents de l'entourage immédiat de Staline semblent bien avoir brusquement fini leur carrière exactement comme ils avaient aidé à en interrompre beaucoup d'autres : Stetski, directeur des services de propagande, de littérature et de sciences du Comité Central, Eikhé, un des spécialistes de l'agriculture du C. C., réputé pour avoir fait accepter la collectivisation par les paysans de la Sibérie occidentale, et Kossior qui dirigea pendant de longues années le Parti Communiste d'Ukraine. (Son successeur à ce poste éminent, Postychev, a disparu lui aussi...) Les coupes sombres se propagent, on le voit, parmi les chefs mêmes du régime qui ont contribué à l'organisation des procès de 1936-38.

La police politique subit une nouvelle et terrifiante épuration, la deuxième ou troisième en deux ans. Déjà la plupart des collaborateurs de l'ancien ministre de la police Iagoda, fusillé au début de cette année, n'étaient plus; maintenant, leurs successeurs les suivent, arrêtés et vraisemblablement exécutés par fournées entières. Des dépêches du correspondant de l'agence Havas à Moscou, censurées au départ et devenues ainsi quasi officielles, nous apprennent l'arrestation du sous-commissaire du peuple à l'intérieur du gouvernement central, Zakovski, nommé en novembre dernier; des commissaires du peuple à l'Intérieur (gouvernements locaux, fédérés) de Russie blanche, Ukraine, Turkmenistan, Kazakstan, Carélie, Ossétie; et des chefs de la police de l'Altaï, de Krasnoyarsk, Kalinine (Fver), Koybichev (Saratov), Koursk, Novosibirsk, Orel, Omsk, Orenbourg, Tchéliabinsk, Stalingrad, Irkoutsk, Sverdlovsk. Des vingt hauts fonctionnaires de la Sûreté, décorés en novembre 1935, trois seulement sont encore en fonctions, huit ont été dénoncés comme « ennemis du peuple », un a été fusillé après jugement public, six ont disparu sans que l'on sache comment, un, le chef du service de l'étranger, mêlé à l'affaire Reiss, serait mort de mort naturelle...

Les milieux intellectuels ne sont pas plus épargnés que par le passé. Nous avons appris la disparition du professeur Samoïlovitch, explorateur des régions polaires, que l'on croit arrêté au retour d'une expédition où il avait failli périr; du vieux sinologue Alexéev, du poète Boris Pasternak dont la place et l'œuvre dans les lettres russes se peuvent comparer à celles de Paul Valéry dans les lettres françaises... Boubnov, vieux bolchevik et combattant de la révolution, qui succéda à Lounatcharski à la tête de l'Instruction publique écarté du gouvernement l'année passée, est traité de « saboteur » par la prese officielle. C'est dire qu'il couche en prison et que son compte est bon.

Selon l'usage, les familles, l'entourage, les collaborateurs des dirigeants ainsi éliminés partagent, à divers degrés, leur sort. Une poigne implacable, obéissant à des mobiles que nous ignorons — et qui n'est peut-être pas entièrement maîtresse d'elle-même — achève de renouveler du haut en bas l'échelle sociale les cadres du régime — et de détruire, tout entières, les générations qui ont gouverné l'U.R.S.S. de 1917 à 1938.

PERSECUTION RELIGIEUSE, CRISE DE L'ARMEE, FIN DES VIEUX-BOLCHEVIKS, EPURATION DU BUREAU POLITIQUE. — Parmi les faits les plus marquants de la vie sociale en U.R.S.S., il faut noter :

1° La reprise des persécutions religieuses depuis l'automne 1937. Le clergé et les milieux religieux ont été frappés sans merci; et la profonde dépravation psychologique, qui s'est manifestée dans le montage des grands procès politiques, s'est traduite dans ce domaine par des traits aussi énormes dans le tragique que dans le bouffon. A la veille des premières élections plébiscitaires, un prêtre était accusé d'avoir « préparé l'empoisonnement des électeurs » de sa contrée. Il se peut que ce pauvre homme l'ait avoué. Le chef du clergé de Gorki (Nijni-Novgorod) s'est reconnu « conspirateur trotskiste-fasciste... » Par contre — et ceci, sans doute, explique cela — le métropolite de Léningrad s'est tout à coup déclaré athée et a obtenu l'autorisation de faire des conférences antireligieuses. La presse soviétique a publié cette victoire de la ligne générale sur l'obscurantisme. Le métropolite Téophane, évêque de Novgorod, aurait été fusillé.

2° La crise de l'armée, reconnue et fréquemment commentée par les organes officiels. Le renouvellement complet du haut commandement a entraîné de telles épurations dans les cadres moyens et subalternes que le corps des officiers formé en vingt années par le régime des Soviets a été en somme détruit. La création des commissaires politiques à l'armée, destinés à surveiller les officiers rouges devenus suspects en bloc, a posé d'insolubles problèmes : où trouver des fonctionnaires assez sûrs et compétents pour remplir ces fonctions ? On a dû, maintes fois, se contenter de jeunes arrivistes quasi illettrés, et le résultat — dénoncé par la *Krassnaye Zvezda* (*L'Etoile Rouge*), quotidien de l'armée — a été celui que l'on devine. On s'est finalement décidé à promouvoir par milliers de nouveaux officiers pris parmi les sous-officiers « jeunes communistes », jeunes gens de 25 ans, élevés dans le culte du chef. Ils ont reçu des galons, mais à quoi sont-ils bons ? Ce grand sujet de la désorganisation de l'armée par la terreur bureaucratique mériterait une étude spéciale. Bornons-nous à constater aujourd'hui que la ca-

pacité militaire de l'U.R.S.S. est très gravement compromise.

3° La destruction du vieux parti bolchevik est achevée. A la veille des conférences qui ont renouvelé tout récemment les comités locaux du parti, une décision du Bureau politique rendait inéligibles tous les membres du parti qui ont, à quelque époque que ce soit, été en désaccord avec Lénine ou Staline, c'est-à-dire en fait tous les vieux militants qui ont appartenu au parti avant que la pensée et la parole n'en fussent proscrites. Les nouveaux comités ne comprennent donc plus de vieux bolcheviks. Terrorisés, avilis, aveulis, les derniers représentants politiques des grandes époques de la révolution russe sont ainsi chassés d'un trait de plume (mais c'est par la plume qui signe aussi leurs arrêts de mort) des bureaux où ils s'étaient souvent montrés sottement et durement autoritaires. Comprennent-ils qu'ils ont fondé eux-mêmes ce régime bureaucratique nécessairement contre-révolutionnaire ? S'ils le comprennent, il ne peuvent plus rien. Il est trop tard.

4° L'épuration du bureau politique. Les membres de ce Directoire formellement tout puissant ne peuvent plus rien pour se sauver eux-mêmes. Tous menacés; presque tous condamnés, sachant très bien que leur élimination n'est qu'une question de temps et de procédé. Les deux disparitions les plus récentes se situent en mai-juillet : ce sont celles du président de l'Exécutif des Soviets d'Ukraine, — en d'autres termes du président de la deuxième, par ordre d'importance, des républiques fédérées — Pétrovski, et du vice-président du Conseil des Commissaires du Peuple de l'U.R.S.S., Tchoubar. Pétrovski est un ancien ouvrier, qui fut député à la Douma sous l'ancien régime et se fit, en 1914, envoyer en Sibérie pour son attitude révolutionnaire devant la guerre. Tchoubar a été président du Conseil des Commissaires du Peuple d'Ukraine — et il est, après Racovski, Lioubtchenko, Boutarenko, le quatrième ex-chef du gouvernement des Soviets d'Ukraine à disparaître...

Les membres du Bureau politique disparaissent sans bruit, sans que l'on sache ce qu'ils deviennent. Leurs noms ne sont plus mentionnés nulle part : c'est tout. Ainsi disparut, en 1937, Ian Roudzoutak dont il a été question au procès Boukharine, comme d'un traître. Depuis janvier dernier, cinq des quatorze membres du Bureau politique mentionnés à ce moment ont été ainsi éliminés : Postychev (qui fut longtemps le représentant de Staline en Ukraine), Eikhé, commissaire du peuple à l'Agriculture, Kossior, ex-dirigeant du parti en Ukraine (on sait que les Ukrainiens écopent tout particulièrement), vice-représentant du Conseil des Commissaires du Peuple, président de la Commission du Contrôle soviétique (que peut valoir une commission de contrôle dont on fait disparaître doucement, un soir, le président ? !), Pétrovski et Tchoubar, déjà nommés...

Le Bureau politique restant est composé de Staline, Molotov, Vorochilov, Kalinine, Kaganovitch, Mikoyan, Andréev, Jdanov, Ejov, Khroustev. A qui le tour? Vorochilov me paraît le plus menacé.

L'INCIDENT LOUCHKOV. — Le chef de la police politique en Extrême-Orient, collaborateur et homme de confiance de Ejov, Louchkov, a franchi la frontière mandchoue et est allé demander l'asile aux Japonais, « pour n'être pas fusillé comme l'ont été nombre de ses sous-ordres », a-t-il déclaré. Plusieurs officiers supérieurs de l'armée d'Extrême-Orient auraient fait de même. Louchkov, d'après la presse japonaise et britannique, reconnaît avoir pris part à la terreur, monté des complots par ordre, versé le sang à flots... Le fait est qu'on a fusillé énormément en Extrême-Orient. Il est piquant de constater qu'un haut fonctionnaire et grand bourreau stalinien, après avoir travaillé à forger la légende du « trotskisme-boukharinisme allié de Hitler et du Mikado », s'est lui-même réfugié au Japon ! Tout ceci procède d'une logique certaine. Les hommes de la terreur noire en U.R.S.S. portent à la fois dans leur âme la trahison — née du mépris d'eux-mêmes, de la peur et du sentiment de l'exécution à laquelle ils se sentent voués — et des sentiments qu'il faut bien appeler fascistes... Boutenko se réfugie à Rome et Louchkov à Tokio. Quand sonnera l'heure de la débâcle, nous en verrons bien d'autres.

La presse soviétique qui ne cesse de dénoncer comme traîtres les plus dévoués des vieux révolutionnaires *n'a pas soufflé mot de la trahison de Louchkov*. On sait qu'elle n'a pas admis non plus celle de Boutenko. Litvinov a officiellement maintenu la thèse de l'enlèvement et contesté que le Boutenko réfugié en Italie fût le vrai. Quand la preuve de l'identité du personnage fut établie par le gouvernement roumain, la presse soviétique et la presse stalinienne de l'étranger firent sur cette affaire un silence absolu.

LE BIROBIDJAN, REPUBLIQUE JUIVE... — Le territoire de Birobidjan, situé en Extrême-Orient, en bordure du fleuve Amour, affecté depuis 1928 à la colonisation juive, était solennellement érigé le 29 août 1936, par un décret du gouvernement soviétique, en « Etat national juif », sous la forme d'une république autonome, incluse dans la République Socialiste Fédérale de Russie. On avait songé auparavant à constituer en Crimée ou dans la région de Kherson, non loin de la mer Noire, un territoire autonome juif. La révolution, ayant amené à la conscience nationale une foule de peuples naguère maintenus dans une sujétion coloniale, tenait à leur reconnaître des foyers nationaux. Pourquoi les deux à trois millions de Juifs répandus surtout en Ukraine et en Russie blanche n'eussent-ils pas bénéficié du même traitement ? Mais il paraissait difficile de leur découper un territoire sur la carte de républiques fédérées au sein desquelles ils ne formaient que d'importantes minorités ethniques. Ils ne prétendaient pas, du reste, à former un Etat; par contre, le mouvement sioniste demeurait vivace parmi eux, malgré la répression qui l'atteignait sans cesse; et beaucoup, privés de moyens d'existence par l'étatisation du commerce ou réduits à la misère par les mesures prises contre l'artisanat indépendant (afin de favoriser la coopération artisanale contrôlée par l'Etat), ne savaient en vérité ni où aller ni que devenir.

Le continent russe ne manque ni de terres à défricher ni de contrées à peupler. Bien des solutions au problème juif y étaient possibles... Il pourrait aujourd'hui, si son régime politique ne l'en empêchait, accueillir les Juifs persécutés de l'Europe centrale, leur assurer du travail, s'enrichir de leurs énergies. On ignore pourquoi le Bureau politique décida finalement de créer une sorte d'Etat juif dans un pays perdu de l'Extrême-Orient. Le décret du 29 août 1936 contenait en tout cas ces mots : « Pour la première fois dans l'histoire, le peuple juif réalise le profond désir qu'il a de se créer une patrie, en se donnant un Etat national... » Seulement, pour ce faire, il fallait transporter une population juive à *neuf mille* kilomètres des régions où elle s'est fixée depuis des siècles.

En fait, les Juifs de l'U.R.S.S. semblent bien avoir fait échec à cet audacieux mais inconfortable dessein. Outre la transplantation, on leur imposait un changement total de travail. Accoutumés au petit commerce et à l'artisanat, on leur deman-

dait de devenir des agriculteurs, dans les kolkhozes.

L'U.R.S.S. commémore en ce moment le dixième anniversaire du début de la colonisation juive du Birobidjan qui, en 1928, comptait 34.000 habitants, tous non-juifs. Les premiers colons israélites, au nombre de 650, n'arrivèrent à vrai dire qu'en 1929. Il y en eut 3.000 en 1931. Le plan de transplantation de 25.000 Juifs, adopté pour 1932, ne fut pas réalisé, vraisemblablement par suite de la famine, générale à ce moment, et de la désorganisation des transports. La population juive du Birobidjan, portée d'après certains chiffres officiels publiés par des services de propagande à l'étranger, à 19.000 âmes en 1932, tomba même en 1933 à 7.000 âmes. 12.000 colons, récemment arrivés, avaient déjà fui ce pays inhospitalier... L'année 1933, terrible pour l'U.R.S.S. entière par suite de la crise de l'agriculture due à la collectivisation forcée, compromet ainsi l'existence de l'Etat juif soviétique naissant. Le pouvoir central va, dès que la paix commencera à revenir dans les campagnes, reprendre son action pour la colonisation du Birobidjan; et la presse officielle déplorera maintes fois l'exode des colons rebutés par les difficultés de l'installation... Quelle est aujourd'hui la population israélite de ce territoire ? D'après l'organe officiel « Emes », elle s'élève à 18.000 personnes sur une population totale de 76.500 (soit 18 %); proportionnellement moins nombreux que dans certaines villes de l'Ukraine, les Juifs sont donc en minorité dans leur propre république. Leur établissement agricole paraît avoir complètement échoué; par contre, dans la capitale même de Birobidjan, ils ont repris leur existence de petits artisans, coopérateurs, intermédiaires, fonctionnaires...

Les sanglantes répressions des dernières années ne les ont pas épargnés dans ce coin perdu de l'Asie extrême-orientale. Les dirigeants du Birobidjan nommés par Moscou en 1933-34, Lieberberg et Khavkine, ont été dénoncés comme des « ennemis du peuple » dès 1936-37 et « liquidés », on ne sait au juste comment, à l'époque des grands procès. Leurs successeurs ont eu le même sort : une brève dépêche de Moscou annonçait il y a peu de temps l'exécution de dix-huit fonctionnaires, gouvernants du Birobidjan, rituellement accusés de trotskisme, sabotage, intelligence avec l'ennemi... Dans l'entre-temps, on avait pensé à confier au Guépéou le soin de hâter la colonisation du pays. La police politique considéra que la colonie juive, située dans une région frontière particulièrement menacée par le voisinage du Japon, avait besoin d'être avant tout épurée des éléments suspects et douteux qu'elle pouvait contenir. Une « brigade spéciale de la Sûreté » se rendit au Birobidjan où elle procéda à des arrestations et à des expulsions massives, parmi les plus vieux colons mêmes et notamment parmi les Juifs lithuaniens qui avaient été là de véritables pionniers... En 1937, enfin, l'ambassadeur de l'U.R.S.S. à Washington, Froyanovski, dissipait les dernières illusions que l'on pouvait conserver sur l'avenir du Birobidjan en faisant savoir que les Juifs de l'étranger ne sauraient y être admis.

Le Birobidjan juif ne semble donc guère viable au dixième anniversaire de sa fondation.

Victor SERGE.

N. B. — On remarquera que l'U.R.S.S. ne s'est pas fait représenter à la Conférence d'Evian pour les réfugiés politiques. Cette abstention signifie clairement qu'elle refuse l'asile aux Juifs et aux antifascistes persécutés d'Europe centrale et se garde même de s'associer pour la forme à l'initiative du président Roosevelt.

La conférence d'Evian

Nos camarades de Genève se tiennent beaucoup plus au courant que nous, cela se comprend, de toutes les conférences internationales que les Etats rassemblent sur les bords du lac Léman. Aussi, est-ce au Réveil anarchiste de Genève, que nous empruntons l'appréciation suivante sur la récente conférence d'Evian relative aux réfugiés politiques, conférence qui n'a pas reconnu aux antifascistes italiens la qualité de réfugiés politiques! réservant ce qualificatif aux Allemands et aux Autrichiens. Cet article est signé de notre camarade Lucien Tronchet, le secrétaire du Bâtiment de Genève.

UNE INTRIGUE JUIVE

Nous sommes suffisamment connu pour ne pas craindre le reproche d'antisémitisme. C'est ce qui nous permet de dire ce que nous pensons à l'égard de ceux qui ont orchestré la conférence d'Evian.

L'on pense généralement que le malheur commun rapproche les êtres, fond les classes, détruit les barrières des préjugés sociaux et des castes. Cela n'a guère été démontré lors des palabres d'Evian. Il est apparu que l'initiative du président Roosevelt avait surtout été prise pour répondre aux désirs des Juifs. Et au fur et à mesure de la discussion, l'élimination progressive des à-côté s'est effectuée, pour ne laisser voir qu'une chose : le problème juif.

Et quel problème! Là aussi s'est faite une sélection. Des prolétaires juifs, il n'en était guère question, puisqu'ils ne possèdent pas de « moyens financiers ». En fin de compte, les seuls réfugiés politiques « intéressants » n'étaient que des capitalistes juifs, en butte aux exactions de cet autre mystique Hitler.

Ce qui semblait important, ce ne sont pas les milliers de pauvres hères qui traînent leur misère à travers le monde, à la recherche d'un coin pour reposer leur tête et leur cœur exténués; ce ne sont pas ceux qui sont guettés par la hache du bourreau, la fusillade ou la balle dans la nuque.

Pour les intrigants d'Evian, il était seulement important que les capitalistes juifs sortis d'Allemagne puissent obtenir leurs capitaux; et que ceux qui sont encore en Hitlérie puissent en échapper en emportant leur fortune.

Et nous regrettons que parmi les parias juifs, il n'y en ait pas un seul qui clame son dégoût à l'égard de ceux qui prétendent les représenter. Car, enfin, lorsque nos bourgeois commettent une canaillerie, nous ne nous gênons pas de les fustiger comme il sied, sans considération de leur nationalité ou religion.

A ce propos, relevons la nouvelle orientation politico-économique de Mussolini, adaptant sa conception du « racisme » à celle de Hitler.

Un simple fait divers, significatif : le grand chef des organisations patronales italiennes était M. Olivetti, juif notoire. Sans ce magnat patronal juif, Mussolini n'aurait jamais eu les moyens matériels d'arriver au pouvoir. Les affairistes juifs italiens se sont très bien assimilés au fascisme, et au cours de ces dernières années ont joué un rôle de premier plan dans l'activité économique et politique de l'Italie.

Or, avec l'avènement récent du racisme dans la péninsule, M. Olivetti et ses semblables viennent de choir dans le tombeau qu'ils avaient creusé pour les autres. Et c'est maintenant qu'ils font appel à la solidarité universelle pour qu'ils soient retirés de leur fange! Ah! non, nous n'acceptons pas. Des canailles vivantes restent des canailles après leur mort.

Paul Dussac
le Schœlcher malgache

Il y a quelques semaines, Paul Dussac tombait foudroyé d'apoplexie cérébrale.

Cette nouvelle aura soulevé des échos bien douloureux dans la grande Ile de Madagascar. Par milliers, les Noirs auront ressenti cette perte comme celle de leur plus précieux défenseur. Cependant que, dans les milieux anti-noirs de l'Administration et de sa presse, la nouvelle a été un vrai soulagement ! Ce que n'avaient pu les prisons répétées ni la ruine systématique était enfin obtenu ! On n'aurait plus à redouter la terrible plume coléreuse, vengeresse et juste, toujours renaissant des cendres où l'on avait cru l'ensevelir !

⁂

Car Dussac était, à la vérité, de la race des Schœlcher. C'était le Schœlcher malgache. De même qu'au siècle dernier Schœlcher avait obtenu que les Noirs des Antilles et de la Réunion fussent traités en être humains, de même Dussac avait consacré sa vie à la poursuite d'un seul but : *obtenir que les Noirs de Madagascar soient traités en êtres humains.*

Grande revendication de simple bon sens, qui peut même paraître élémentaire au lecteur métropolitain. Mais, de la part des repus et des officiels, cette revendication si simple ne soulève pas moins d'opposition passionnée que l' « l'abolitionnisme » de l'esclavage n'en souleva il y a un siècle.

Mieux encore, on peut dire sans exagération ni paradoxe que la tâche de Dussac était plus difficile que celle de Schœlcher. Car, sous la Restauration et l'Empire, on pouvait faire appel à la raison et au sentiment de justice. Ces qualités humaines élémentaires, base du républicanisme, n'avaient pas encore disparu des esprits et des cœurs. Mais, en 1938, quel Blanc colonial acceptera des arguments, ou se sentira frère en humanité d'un Coloré ? Etre fasciste, c'est rejeter le sentiment de solidarité humaine et se consacrer au débrouillage individuel, ou de groupe, au prix d'une catastrophe frappant le voisin, ou toute une catégorie de voisins. A ce compte, à peu près tous les Blancs coloniaux de 1938 sont « fascistes ». C'est dans cette terrible ambiance que Dussac peinait sur la tâche à laquelle il avait donné sa vie.

⁂

Terrible tâche !

Car demander que les Malgaches soient traités par les Français de Madagascar comme des êtres humains, ce n'est pas seulement heurter un très vivace mépris de couleur, c'est menacer des intérêts.

C'est, avant tout, menacer le terrible *Travail forcé des Malgaches noirs,* institution esclavagiste aux multiples formes dont tant de règlements coloniaux d'après guerre ont légalisé et consacré l'existence (« prestations », « quatre-vingt-dix jours annuels », « S.M.O.T.I.G. », « réquisitions », amendes multiples, peines de l'indigénat, etc....)

Quel tempérament et quel talent Dussac sut apporter à cette tâche énorme ! Tempérament de citoyen naturellement frondeur vite transformé, sous les coups, en trempe de lutteur conscient et irréductible. Talent littéraire indéniable, au style toujours fougueux, soit en prose soit en vers, car cet étonnant Dussac maniait l'alexandrin comme un humaniste du 17e siècle.

Naturellement, Dussac rencontra sur sa route ce qu'il était inévitable qu'il rencontrât : la persécution administrative. En France, on ne se rend pas bien compte de ce que peut être la persécution administrative. Mais, aux colonies, c'est une réalité redoutable dont le militant sent chaque jour, ou chaque minute, la présence concrète ou les atteintes! C'est un véritable boycott de la personne qui tend à la perdre moralement par la calomnie (c'est plus pénible qu'on ne pense) et à la perdre économiquement en l'amenant à la ruine financière par toutes sortes de procédés obliques ou directs. Lorsqu'il s'agit d'un militant comme Dussac, dont le désintéressement était connu de tous, le boycott moral aboutit difficilement. Mais qui empêcherait l'administration coloniale, avec tout son arsenal d'amendes, saisies, contestations de propriété et chicanes de toutes sortes, d'obtenir en quelques années la ruine financière qu'elle recherche ?

Dussac en sut quelque chose, lui qui de colon et conseiller juridique aisé, fut réduit en quelques années à l'état de citoyen sans biens ni travail, dans l'indigence caractérisée.

Il est probable que pour vaincre l'ennemi de l'esclavage moderne, l'Administration comptait plus encore sur ces persécutions que sur les années multipliées de prison qu'elle lui infligea. Cependant la perte du pain de ses enfants et de sa vieille mère ne pouvait pas plus réduire l'Irréductible que la prison-bagne de Majunga ne pouvait le conduire à taire son indignation de la « Cravache civilisatrice ».

⁂

... Si Dussac reçut sur sa route des coups bien douloureux, il eut du moins le réconfort d'y trouver une chose bien douce : des amis sûrs et des dévouements magnifiques, parmi ceux-ci mêmes dont il voulait l'émancipation, les Noirs. Ce furent l'instituteur Ralaimongo, autre Irréductible. Ce fut le médecin Ravoahangy qui partagea avec Ralaimongo l'honneur de cinq années de « Résidence forcée », don de joyeux avènement du gouverneur Cayla (1). Ce fut enfin la grande cohorte des jeunes Malgaches groupés avec ferveur autour de ces aînés.

C'est dans cette pensée — s'il lui en fut laissé le temps — que Paul Dussac, fils de proscrit de la Commune de Paris, a pu mourir content de son œuvre et confiant. Car si les Dussac et Schœlcher, comme tous les grands talents au service de grands dévouements, sont des ferments très remarquables, il n'en est pas moins vrai que les grandes causes humaines ne triomphent que par la volonté et l'effort des intéressés eux-mêmes. Sans porter en rien atteinte à sa mémoire, on peut dire que ce n'est pas Schœlcher qui fut l'artisan principal de l'abolition de l'esclavage aux Antilles et à la Réunion : ce sont les Noirs eux-mêmes. De même, les milliers de Noirs qui luttèrent avec Dussac et lutteront après lui sont le garant qu'un jour viendra où il n'y aura plus de Travail forcé à Madagascar.

RAKOTO.

---

(1) Mais, pendant ces cinq années, il ne se passa pas de quinzaine où Dussac ne protestât publiquement contre cette survivance de la Lettre de Cachet.

LA QUINZAINE

De Nantes à Nantes... *J'ai demandé à nos camarades Odin et Lavenir, tous deux du Rhône, mais appartenant, malheureusement, à deux tendances opposées du Syndicat national des instituteurs, de donner aux lecteurs de la* R. P. *leurs impressions du Congrès de Nantes. Nous comptons des amis dans la majorité et dans la minorité du S. N. Rien de plus normal que de les prier de faire retentir ici les deux sons de cloche. Nous l'avons toujours fait. Si j'écris : « malheureusement », c'est parce que je reste persuadé qu'à Nantes ces deux tendances auraient dû se réunir.*

La résolution du Gers le permettait. Elle a été votée à la grosse majorité de 827 *suffrages. Deux cent seize voix sont allées au texte des amis de l'*Ecole Emancipée *(résolution de l'Ardèche). Quelques jours avant le Congrès, Jacquet m'écrivait : « Le Bureau du S. N. avait, l'an dernier, les 6/7 des voix. Cette année, il n'en aura pas les 2/3. (Il sera peut-être battu). Sa défaite pour* 1939 *est certaine. » Je ne sais ce qui se passera en* 1939, *mais avouez, mon cher Jacquet, que, pour cette année, vos prévisions étaient excessives. En fait, c'est une majorité des quatre cinquièmes qui s'est comptée sur le texte du Gers.*

*Avec 77 suffrages seulement, les staliniens sortent écrasés du Congrès de Nantes. Ce n'est d'ailleurs par une surprise, car, sauf à l'époque où les amis de l'*Ecole Emancipée *étaient bolchevicks, les communistes n'ont jamais bénéficié d'une grande influence dans l'enseignement primaire et ce n'est pas la « main tendue » aux curés qui pouvait amener de l'eau à leur moulin cette année. Sans épiloguer sur cette noire défaite, arrêtons-nous cependant sur la petite astuce qui a consisté à baptiser le texte communiste, si j'en crois le compte rendu* Peuple *: « Motion favorable à l'orientation générale de la C.G.T. ».*

Ainsi, à s'en tenir au seul libellé des motions en présence, l'orientation générale actuelle de la C.G.T. n'aurait recueilli à Nantes que 77 suffrages sur un total de 1.133 !

Il est exact que la résolution de Nantes constitue un désaveu de l'orientation générale actuelle de la C.G.T., mais c'est seulement parce que cette orientation générale actuelle de la C.G.T. n'est pas conforme à l'orientation qui avait été fixée en mars 1936 *au Congrès confédéral d'unité de Toulouse. Rappelons qu'à Toulouse, trois propositions des ex-unitaires, touchant : 1° la structure confédérale, 2° les incompatibilités, 3° l'adhésion à la Fédération Syndicale Internationale, avaient été repoussées à une majorité massive de* 2.600 *syndicats disposant de* 5.700 *voix contre une minorité de* 1.100 *syndicats disposant de* 2.600 *voix. La résolution d'unanimité elle-même ne fut possible que parce que les ex-unitaires avaient finalement accepté que le plan de la C.G.T. en forme la partie essentielle. Quant à la question de la guerre, elle ne fut pas discutée à Toulouse, et c'est seulement quelques jours après le Congrès que, placée devant la réoccupation militaire de la Rhénanie, la nouvelle commission administrative vota un texte d'unanimité, certes, mais non délibéré par les syndicats et par conséquent soumis au jugement du prochain Congrès confédéral.*

Il n'est que trop certain que, grâce aux manœuvres communistes qui se sont poursuivies sous le manteau de l'unanimité, l'orientation générale actuelle de la C.G.T. n'est pas exactement celle qui avait été adoptée à Toulouse. Les multiples faits de « colonisation » attestent en particulier la besogne souterraine de conquête des syndicats, des Unions, des Fédérations poursuivie par les fractions communistes. La résolution des instituteurs, ou bien celle de l'Ameublement du Nord, publiée par Dumoulin *dans* Syndicats, *devrait permettre au prochain Congrès confédéral d'opérer le redressement nécessaire en confirmant les votes de Toulouse et en réaffirmant plus nettement l'attachement de la C.G.T. à l'indépendance du syndicalisme.*

Mais que se passera-t-il à Nantes au mois de novembre prochain?

Je reste perplexe. Il faut observer que si chaque syndicat pourra librement formuler son vote sur les questions à l'ordre du jour, tous les syndicats ne seront plus représentés directement et que, par sa composition, le Congrès de Nantes aura une figure entièrement nouvelle. Je ne suis pas très sûr que les membres ex-confédérés de la direction confédérale aient exactement calculé les répercussions du nouveau mode de représentation des syndicats. En fait, le prochain Congrès de Nantes, avec la représentation au second degré, sera « fait » par les Fédérations. Si l'on retient que les Fédérations les plus fortes en effectif sont « colonisées » et que certaines des Fédérations les plus attachées à l'indépendance du syndicalisme ne seront représentées que par des délégations réduites, on ne peut s'empêcher d'être gagné par l'inquiétude. Ajoutez à cela que les votes se feront sur les timbres de 1937, *et que, par exemple, les Métaux parisiens pourront voter pour l'ensemble de leurs timbres, même pour ceux qu'ils n'ont pas payés. (Ils doivent encore plus d'un million de timbres de* 1937 *à l'Union des Syndicats.)*

On dit que le Bureau de la C.G.T. envisage le Congrès de Nantes comme un Congrès d'unanimité. Cela me paraît difficile. D'abord, parce que les amis de Syndicats *entendent porter leur effort sur un texte d'indépendance du syndicalisme difficilement acceptable par les colonisateurs. Ensuite, parce que, sans doute, certaines organisations auront de sérieux griefs à apporter sur le point crucial du rapport moral, à savoir l'action de la C.G.T. pour le maintien et l'élargissement des conquêtes de juin* 1936. *Enfin, parce que l'accord se révèle vraiment impossible entre le parti de la guerre et le parti de la paix. Au surplus, est-on bien sûr, rue Lafayette, que les nouveaux amis, s'ils sentent le congrès bien dans leurs mains, ne tenteront pas un coup de Jarnac?*

A trois mois du Congrès, il est difficile d'en dire plus. Je crois, quant à moi, que la résolution des instituteurs devrait cristalliser les

suffrages de tous les vrais syndicalistes. Je voudrais même espérer qu'elle réunira une majorité confédérale dans cette même ville de Nantes, où elle a vu la majorité du Syndicat national des instituteurs se rallier à elle. Mais, en vérité, nul ne sait de quoi demain sera fait.

Pontigny... *Je ne sais rien de plus sur Pontigny que ce que j'ai écrit la dernière quinzaine, sinon que des membres du Bureau de la C.G.T., et non des moindres, devaient participer à ces entretiens sur la paix sociale en Suède et qu'en dernière heure, ils furent suppléés par une délégation de camarades du Centre confédéral d'éducation ouvrière. Ces camarades (j'en connais au moins deux, Amaré, des typos, et Simonnet, des cheminots) sont partis pour Pontigny avec le seul désir d'étudier et de comprendre le mouvement syndical suédois, sur lequel, d'ailleurs, une enquête de presse avait, quelques mois auparavant, attiré l'attention en soulignant essentiellement que la pratique des conventions collectives et de l'arbitrage obligatoire aboutissait à une très sensible régression des grèves et des lock-outs tout en garantissant aux ouvriers suédois un standard de vie amélioré.*

Certes, les entretiens de Pontigny furent organisés par les Nouveaux Cahiers, *et les* Nouveaux Cahiers *sont dirigés par un patron de l'électricité, M. Detœuf. Il est déplorable que notre mouvement syndical, devenu pourtant si fort, ne cherche pas sur lui-même et par lui-même les éléments de sa connaissance et de son action. Quand perdrons-nous l'habitude de béer d'admiration devant ce qui se fait en dehors de nous alors qu'avec nos propres moyens, nous pourrions, si nous le voulions, faire cent fois mieux? Mais cette critique vaut davantage contre les responsables du Bureau confédéral que contre les camarades du C.C.E.O. qui me semblent jouer un peu, et bien à tort, les boucs émissaires.*

A retenir aussi que, du côté stalinien, le gros grief contre les militants des syndicats suédois présents à Pontigny est que ces mêmes militants comptèrent parmi les plus décidés, au Conseil général de la F.S.I. à Oslo, à repousser l'adhésion des prétendus syndicats soviétiques. La politique stalinienne ne perd jamais ses droits, et il est bien certain que si les Suédois avaient été pour l'adhésion des Russes, ils auraient pu aller à Pontigny en toute tranquillité — et bien ailleurs qu'à Pontigny.

Sur le fond de la question, c'est-à-dire sur le point de savoir s'il est possible, par la pratique des conventions collectives et de l'arbitrage obligatoire, d'établir un régime nouveau du travail qui garantisse tout à la fois la paix sociale, le profit patronal et un salaire normal aux ouvriers, nous ne sommes pas obligés de nous réfugier dans la théorie pour donner une réponse négative. Il nous suffit d'ouvrir les yeux sur l'expérience qui se poursuit en France dans nos diverses corporations.

Nous avons les accords Matignon. Nous avons les conventions collectives de travail et une loi permettant de les rendre légales. Nous avons l'arbitrage obligatoire par la loi du 31 décembre 1936 et par celle du 4 mars 1938. Nous sommes dotés d'une Cour supérieure d'arbitrage, Cour de cassation sociale juchée au sommet de ce nouvel édifice et dont, sauf erreur, fait partie Racamond, secrétaire général adjoint de la C.G.T. (ce qui est un peu plus grave, entre nous soit dit, que d'aller à Pontigny). Eh bien! qu'est-ce que cela donne?

Peu de lecteurs de la R. P. *seront, je crois, restés insensibles au tableau de la situation chez Gnome et Rhône tracé ici la dernière quinzaine par Pierre Couturet. S'il en était ainsi dans toute les grandes usines de la métallurgie parisienne, et nous sommes très mal informés sur ce qui s'y passe, voilà qui ne serait pas rassurant et nous donnerait une piètre idée des possibilités d'un éden social.*

Je veux apporter un témoignage sur ce qui se passe actuellement dans le Livre, petite corporation, certes, mais intéressante sur ce point du fait qu'elle est une des plus anciennes à vivre sous le régime des contrats collectifs. A Paris, nous avons en face de nous deux patronats, celui de la Presse et celui du Labeur. Avec le premier, une convention collective existe depuis quinze ans. En 1936, nous avions obtenu que le rajustement des salaires soit opéré, non plus semestriellement, mais trimestriellement. Or voici que le Syndicat de la Presse nous avise qu'il a décidé de revenir à la revision semestrielle avec une augmentation du nombre des points nécessaire pour qu'il y ait rajustement, et cela bien que sa signature l'engageât pour une durée encore assez longue. Mais ce n'est pas là le plus grave, et la Presse parisienne évolue dans des conditions assez différentes de l'exploitation patronale classique. Dans le Labeur, qui forme le gros de nos effectifs, une convention collective est appliquée depuis le 1er février 1937 et doit théoriquement continuer jusqu'au 31 décembre de cette année. En mai dernier, l'indice du coût de la vie détermina une augmentation assez importante, 50 centimes de l'heure. Bien qu'engagés par leur signature, les maîtres imprimeurs essayèrent de ne pas appliquer cette augmentation. Ils ne s'y décidèrent qu'après un arbitrage établissant une pause de salaires jusqu'en février prochain, c'est-à-dire suspendant en fait l'application de la clause de la convention sur l'échelle mobile pendant une durée de 9 mois. Et quoique l'arbitrage leur fasse obligation de mettre sur pied d'ici fin septembre un nouveau texte de convention, les patrons, suivant les instructions de la C.G.P.F., font traîner la chose en longueur dans l'espoir visible de dénoncer la convention existante sans qu'une autre convention les lie pour l'avenir. En fait, ils préparent la bataille pour cet hiver dans l'imprimerie parisienne.

A l'échelle nationale, notre Fédération est liée à la Fédération des maîtres imprimeurs par une convention nationale qui, elle, a reçu le bénéfice de l'extension légale. Aux termes mêmes de la loi, ses dispositions sont obligatoires sur l'ensemble du territoire. Cette convention prévoyait une revision des salaires au début de ce mois. Or la Fédération patronale, prenant prétexte des instructions gouvernementales interdisant l'augmentation des prix, a avisé ses syndicats de suspendre l'augmentation des salaires obligatoire légalement. D'autre part, elle a prévenu la Fédération du Livre qu'elle ne renouvellerait la convention qu'autant que les ouvriers accepteraient de n'appliquer à l'avenir que 60% des augmentations qui pourraient être déterminées par les indices du coût de la vie.

Voilà comment les patrons français pratiquent la paix sociale! Voilà comment ils vont à Pontigny!

Il est bien possible que les ouvriers répondent à cette offensive généralisée en revenant à la vieille pratique syndicale qui consiste à se battre, maison par maison, ville par ville, industrie par industrie, pour le triomphe des salaires et des conditions de travail établis par le syndicat, sans se lier les mains par des conventions collectives et en refusant de recourir à l'arbitrage. Ce serait la meilleure riposte. D'ailleurs, en ce moment, des voix s'élèvent de tout côté contre l'arbitrage obligatoire, qui a déçu tout le monde. Notre mouvement syndical ne va pas à Pontigny. Il lui tournerait plutôt le dos.

M. CHAMBELLAND.

Avant le Congrès confédéral de Nantes

Libre discussion

La proximité des assises de la C.G.T., qui se tiendront à Nantes au mois de novembre, et certains des articles déjà publiés par la Révolution prolétarienne *soulèvent des questions importantes sur lesquelles nos amis ont commencé de réfléchir... et d'écrire. Nous publions ci-dessous des articles que nous avons reçus, fidèles en cela à notre méthode de libre discussion. Il va sans dire que les auteurs n'engagent qu'eux-mêmes, comme c'est d'ailleurs la règle pour tous les collaborateurs de la revue. Précisons bien qu'il ne saurait en effet y avoir une « ligne de la* R. P. *» et que, sur le fond des questions débattues, chacun, ici, s'en remet au jugement du lecteur.*

Réponse à Chambelland.

O têtes dures! Quand ces lignes paraîtront, le Congrès des Instituteurs aura eu lieu et pas un seul ami de l'*Ecole Emancipée* n'aura suivi le conseil que nous donne Chambelland. Nous n'aurons pas bloqué avec notre Bureau. Pourquoi? Parce qu'il n'est pas syndicaliste.

Je fais plus cas que vous, ami Chambelland, des questions de forme et de style car certains mots abritent des tromperies. Exemples : on se dit communiste alors que l'on est un esclave stalinien; on appelle patrie des travailleurs un Etat bureaucratique aussi néfaste au prolétariat que l'Allemagne hitlérienne; on nomme écoles libres des établissements confessionnels durement soumis à la sévère autorité de l'Eglise, etc., etc. Ennemi de ces confusions dangereuses, je dis que de nombreux éléments de la C.G.T. sont corporatistes et non syndicalistes.

Tout un chapitre du dernier livre de Maxime Leroy s'intitule à juste titre : l'*Etat corporatif*. Vers cet Etat nous glissons à toute allure sur une pente admirablement savonnée par le Front populaire. « La France, note l'éminent juriste, est entrée dans l'ère du groupe et des sévères displines. » Les conventions nouvelles sont « comme les créations d'un ordre inconnu à la loi ancienne, l'ordre corporatif... »

Or à toutes les mesures qui font que « la tendance dans l'Etat et hors de l'Etat fait pencher actuellement les prévisions vers l'institution d'un corporatisme à forme autoritaire, dans les cadres d'un Etat renforcé », la C.G.T. a donné son assentiment, apporté son concours. Elle n'est donc plus une Fédération de syndicats, mais un groupement de corporations où se survivent des îlots syndicalistes.

Chambelland blâme sévèrement les polémiques de l'*Ecole Emancipée*. C'est son droit. Mais il exagère car l'*Ecole Emancipée* publie toutes les rectifications qu'on lui adresse. Les camarades qui s'estiment lésés n'ont qu'à répondre. Ils peuvent aussi se porter plaignants et demander des sanctions contre ceux dont ils se disent calomniés. Rien de plus normal que cette procédure. Personnellement, je m'efforce de donner à l'*Ecole Emancipée* une allure libérale et un ton cordial. De nombreux camarades en font autant. Aussi me semble-t-il que Chambelland nous juge mal. Nous ne sommes pas parfaits, certes. Mais il faut bien tout de même, mon cher Chambelland, que nous possédions quelques qualités, pour avoir obtenu l'attachement passionné de tant d'honnêtes lecteurs.

Harold Laski observe avec profondeur que les ouvriers pardonnent beaucoup de choses à leurs *leaders*. C'est, dit-il, que malgré leurs gaffes, « le syndicat exprime l'expérience personnelle de ses membres ». Eh bien! il en va de même pour notre bonne et chère *Ecole Emancipée*. En dépit d'erreurs inévitables, sa ligne générale exprime d'une façon très convenable les pensées d'une base profondément syndicaliste.

J'en reviens au cœur de notre débat. Je dis, je maintiens que le S.N. n'est pas un véritable syndicat; et je renvoie sur ce point le lecteur à ma précédente lettre où sont énoncés nos griefs.

Filons maintenant à Nantes. Le S. N. n'a rien encore d'un véritable syndicat. Mais nous y sommes pour qu'il le devienne. A cet effet, nous commencerons par maintenir que l'opposition est une véritable fonction syndicale; qu'un Bureau doit travailler dans la clameur des critiques; et que le renvoyer est un acte aussi normal que de manger sa soupe. Nous blâmons la conduite de notre Bureau; nous voterons : non! Et après la terre continuera de tourner.

Irons-nous ensuite nous rallier à une motion dont l'exemple du passé nous montre qu'elle ne sera là qu'à titre de paravent, notre Bureau n'agissant ensuite qu'à sa guise? C'est impossible. Nous nous compterons sur notre motion à nous.

Le syndicalisme français, libéral, fédéraliste, est présentement écrasé par deux adversaires : le corporatisme autoritaire et le stalinisme. Il se trouve aux prises avec deux systèmes complets qui sont la négation du syndicalisme. En haut, le système Frachon et le système Jouhaux; à mi-côte le système Bouthonnier et le système Delmas sont des systèmes de directeurs de conscience. Ils s'opposent à notre pratique syndicaliste qui est celle des inspirateurs de la base. Ils me sont également odieux. Je les rejette tous.

Et je conclus que le syndicalisme est obligé de se dresser partout et toujours contre le stalinisme et le corporatisme. Il n'y a rien à faire à cela.

A.-V. JACQUET.

Les tendances dans le S. N.

Il n'y a presque rien à ajouter aux commentaires de Chambelland sur la lettre de Jacquet. Chambelland exprime certainement la pensée de nombreux militants instituteurs sur les luttes de tendances qui commencent et vont s'accentuer inévitablement dans le Syndicat National.

Le S.N. ne connaît pratiquement pas la colonisation communiste. Mais il a quelques chose d'analogue, par les buts, par les méthodes employés, par les résultats obtenus, dans les *Amis de l'Ecole Emancipée*.

Les militants de l'ancienne fédération unitaire de l'enseignement, qui n'ont su qu'épuiser leur organisation en luttes intérieures stériles et ridicules, ont gardé de ce temps un souvenir si attendri qu'ils n'ont eu d'autre idéal que de recréer le S.N. à l'image de leur ancienne fédération : un champ de lutte entre tendances. Comme ils n'ont plus à lutter contre les communistes, ils ont tourné toute leur activité vers la lutte contre le Bureau du S.N. *Ils ne conçoivent pas l'action syndicale autrement que par la lutte contre une tendance.* Ils ne sont que des *oppositionnels,* position d'ailleurs beaucoup plus commode que de s'atteler aux tâches syndicales quotidiennes.

Le fait d'avoir milité uniquement dans des organisations squelettiques leur a donné cette conception étriquée de l'action syndicale qui se manifeste par un certain mépris de l'action corporative, par des méthodes de discussion qui manquent de fraternité et que Chambelland a relevées comme il convenait.

L'Ecole Emancipée aspire à représenter dans l'enseignement la tendance syndicaliste révolutionnaire : c'est beaucoup de prétention si l'on se souvient que ses principaux militants sont pour la plupart d'anciens communistes semés par leur parti à l'occasion de quelque tournant, si l'on se souvient que les militants qu'ils attaquent aujourd'hui avec violence et injustice, Cornec, Hagnauer, etc. ont défendu contre eux l'indépendance du syndicalisme, dans la fédération unitaire, comme ils sont capables de la défendre dans le S.N.

En réalité le S.N. par ses anciens militants comme Delmas, Vivès, par de nouveaux militants de la fédération unitaire, Baldacci, Cornec, Hagnauer (je ne prends que quelques noms marquants à titre d'exemple) a su se former lui-même un idéal, une direction idéologique suffisamment hardie sans perdre le contact avec la masse, qui a rendu parfaitement inutile l'action d'une minorité parfois utile dans une grande organisation sans vie.

Le groupe de l'*Ecole Emancipée* n'a pas voulu reconnaître que le S.N. est un véritable syndicat, un bon syndicat de masse. Il a comme le regret de n'avoir pas trouvé une organisation qui aurait eu besoin de sa propagande et il agit dans le S.N. d'aujourd'hui comme il aurait pu agir dans les amicales d'avant guerre.

Qu'en résultera-t-il? *L'Ecole Emancipée* forme une fédération dans le S.N. avec ses groupes départementaux, son bureau national, ses informations secrètes, ses réunions régionales, son congrès annuel précédant le congrès du S.N., son organe particulier. Cette forme d'action est évidemment propre à maintenir, à faire progresser une minorité, mais elle mène à la lutte méthodique de tendances, à la division systématique sur toutes les questions. Ce n'est pas un climat propice pour la collaboration avec les éléments assez proches au point de vue idée des groupes de l'*Ecole Emancipée*. Dans certains départements le heurt s'est produit dès la fusion, et l'attitude sectaire des amis de l'*Ecole Emancipée* a provoqué un réflexe de défense immédiat. Dans d'autres, un essai de collaboration loyal a été tenté; des militants du S.N. ont souvent fait violence à leurs sentiments et attendu, espérant que le travail en commun pourrait modifier la position nationale des amis de l' *E. E.* et amener dans tout le syndicat national les conditions d'une collaboration fraternelle. Au lieu de cela, la campagne pour discréditer les militants du S.N. a continué de plus belle : trahison, inconscience, cynisme, de Delmas, de Cornec, de Rollo...

Il semble que l'*E. E.* va donc se livrer de plus en plus à l'opposition systématique — le Congrès de Nantes nous éclairera à ce sujet — et qu'en conséquence la majorité se défendra par une action coordonnée et par la cessation de collaboration avec les amis de l'*E. E.* puisqu'il est démontré par les faits que cette collaboration n'est qu'une tactique locale, qu'on se défend avec de véhémentes protestations d'agir par esprit de tendance jusqu'au jour où on arrive au succès, qu'on proclame alors comme le résultat d'une action lointaine et continue.

Les communistes ne seront pas dans la majorité actuelle — et s'ils s'y trouvent accidentellement, provisoirement, ce n'est que par habileté. Dans le Rhône, par exemple, c'est leur abstention — que je trouve d'ailleurs logique — qui permet aux groupes des amis de l'*E. E.* d'obtenir une majorité contre le rapport moral (majorité de 127 voix contre; 113 pour et 30 abstentions communistes sur 2.100 adhérents).

L'attitude des groupes de l'*E. E.* sur la question de la paix est révélatrice de leur état d'esprit : ils sont avant tout des diviseurs. La motion du Gers qui pouvait en effet réaliser l'accord n'aura pas leurs suffrages. Il faut surtout des motions de tendance. La motion de l'*Ecole Emancipée* est d'ailleurs beaucoup moins nette que celle du Gers.

Si regrettable que soit cette division du S.N. sur une question essentielle, il faut en prendre son parti. Il restera à la grosse majorité syndicaliste du S.N. à déterminer son action sans compromis ni avec les communistes ni avec les amis de l'*Ecole Emancipée* et on peut compter sur une masse de militants sincèrement attachés au syndicalisme indépendant et à la paix pour conserver au S.N. une attitude efficacement pacifiste.

André Lavenir.

Un bloc avec les réformistes ?

Quand dans un mouvement deux tendances sont menacées par une même troisième, l'idée de l'alliance défensive se lève spontanément dans l'esprit de leurs partisans, et la discussion est à l'ordre du jour chez elles sur les distances à maintenir, le rapprochement possible, les formes et les limites de l'alliance commune projetée.

Au lieu de se rejeter des anathèmes et de semer à nouveau le doute sur les possibilités du syndicalisme révolutionnaire dans les rangs ouvriers en le soumettant à la loi quasi fatale de la subdivision perpétuelle qui a caractérisé jusqu'à présent les avant-gardes ouvrières, les syndicalistes révolutionnaires du « Réveil », de la « Voix », de l'« Ecole Emancipée » et de la « Révolution prolétarienne » auraient mis avec à propos la question à l'ordre du jour avant le congrès de Nantes de la C.G.T.

Elle soulève une série de problèmes importants : celui de la tendance; celui de la vie des militants d'une tendance donnée dans leurs corporations respectives; celui des limites où nous devrons maintenir une alliance éventuelle, et de la forme que nous donnerons à nos rapports avec nos alliés.

Notre tendance, à nous qui discutons actuellement, est le syndicalisme révolutionnaire, j'exclus pour le moment l'idée que les tendances peuvent ne pas être ce qu'elles prétendent ou qu'elles peuvent être représentées comme le dit Jacquet et l'« Ecole Emancipée » par des hommes malhonnêtes. Il y a deux autres grandes tendances, le « réformisme » plus ou moins rassemblé autour de « Syndicats » d'une part, et des amicales socialistes d'autre part, et le « communisme » de la « Vie Ouvrière », et des cellules du parti stalinien.

Le premier danger c'est que « notre tendance » n'est pas capable de démocratie réelle et qu'elle se divise en chapelles, en tronçons dont les querelles ressemblent fort à des querelles de personnes, et où on va plus vite à remuer des rancœurs et à en amorcer d'autres qu'on ne s'attelle à donner une forme d'ensemble à notre travail commun. Puisque nous nous engueulons encore, puisque nous nous indignons encore, sur les gestes et les paroles des camarades de la chapelle voisine, puisque nous nous adressons mutuellement observations ou remontrances, c'est que nous avons encore les uns dans les autres un minimum de confiance, et que nous nous portons un minimum d'intérêt. C'est à ce minimum qu'il faut d'abord penser.

La première alliance à laquelle il faut songer c'est celle possible entre la « R. P. », la « Voix » et le « Réveil » l'alliance qui ferait de notre tendance une réalité vivante. Je ne pense pas à un congrès, mais à un lent travail d'interpénétration, dont la première étape serait l'étude d'un système

d'abonnements combinés entre la « R. P. », la « Voix » et le « Réveil ». Entre les trois publications devrait s'échanger une correspondance constante pour que les abonnés de la « Voix » retrouvent chaque mois dans leur journal une lettre du « Réveil » et une lettre de la « R. P. », ceux de la « R. P. » une lettre du « Réveil » et une lettre de la « Voix » chaque quinzaine dans leurs revue, ceux du « Réveil » une lettre de la « Voix » et une lettre de la « R. P. » dans leur organe. La prospection et la chasse aux abonnements chez les « possibles » devrait s'organiser en commun et chaque organe syndicaliste-révolutionnaire existant devrait pousser ses lecteurs et abonnés à la lecture et à l'abonnement aux deux publications amies. Ainsi nous nous épaulerions mutuellement. Des militants de la « Voix » et du « Réveil » se sont déjà rencontrés et pousseront leurs camarades réciproques à tenter une telle expérience.

De tels rapports changeraient peut-être le ton de nos discussions (si on peut décorer de ce titre les coups de pattes que nous nous distribuons généreusement en manière de salut réciproque) et les faciliteraient ainsi que le travai à venir.

Pour une tendance que existe, qui s'affirme, avec laquelle on compte au même titre que le stalinisme ou le mouvement « Syndicats » il est d'abord important de ne pas faire de son drapeau trois lambeaux différents, important d'inspirer confiance en ayant d'abord confiance en elle-même.

Si nous nous considérons à l'avance Chambelland comme nuls et non avenus, comme ne pouvant nous exprimer qu'au futur éternel et seulement à travers le porte-voix d'une autre tendance nous nous condamnons d'abord.

Une tendance ne doit spécifiquement reculer devant aucune audace de recherche et d'expression, parce que, spécifiquement, une tendance est un moyen de recherche et d'expression. C'est un instrument de mise en vigueur d'un but recherché en commun.

Si on fait bloc (chacun mesure toute la différence qu'il y a entre un bloc et une alliance partielle) avec une tendance différente, l'une ou l'autre met son drapeau dans sa poche. Les camarades Belin ou Neumeyer n'ont pas encore l'air d'y vouloir mettre le leur. Aussi critique que puisse être la situation actuelle du syndicalisme, non seulement le syndicalisme révolutionnaire n'a pas plus de raison de céder le pas au réformisme qu'auparavant, mais, à tort ou à raison il s'est toujours prétendu apte à faire face aux situations de ce genre et n'a jamais pensé que sa vitalité serait pour le syndicalisme une charge supplémentaire.

En tout temps, le syndicalisme révolutionnaire doit propager ses idées à lui à tous les échelons des organismes syndicaux et ne pas croire sacrilège de toucher au planisme cégétiste, au Rassemblement populaire, aux nationalisations, à la sécurité collective et autres balançoires, il doit tranquillement rejeter les idées neuves très chères quand il les estime fausses. J'ai fait mon deuil pour ma part de la fameuse « répartition des matières premières entre les nations », quand j'ai compris, après la lecture de l'article de Louzon que ça ne tenait pas debout.

Un bloc, c'est l'équivoque, la confusion. Nous risquons par ce moyen de travailler à remettre en vigueur dans le mouvement ouvrier nombre d'idées et de pratiques que « notre tendance » se doit de combattre au même titre que le stalinisme et contre lesquelles nous avons grand'peine à défendre et le vieux syndicalisme de 1906 et le jeune syndicalisme révolutionnaire que nous voulons recréer.

Mais, et je crois m'approcher particulièrement ici de l'idée de Maurice Chambelland, il faut que nous évitions le dessèchement doctrinaire.

Un militant syndicaliste révolutionnaire ne doit pas être seulement le militant de sa tendance, sans quoi il apparaîtrait l'homme d'une sorte de parti révolutionnaire interne au syndicalisme, intransigeant et inactif dans toute organisation qui ne fait pas cadrer de A à Z sa politique avec la doctrine de la tendance. Je ne veux pas ici établir une plaidoirie en faveur de l'habileté politique pour la conquête des leviers de commande d'une organisation en faveur d'une tendance.

Si l'habileté, le machiavélisme et la combine sont de mise dans le mouvement syndical, le premier résultat c'est qu'une des tares destructrices des mouvements politiques aura pénétré par une nouvelle porte dans le mouvement syndical, et que, après la colonisation par le parti, l'étouffement par la collaboration gouvernementale, les stratèges de la tendance auront participé à leur tour à l'empoisonnement politicien du syndicalisme.

En rejetant toute idée de conquête et d'habileté, je pense que le militant syndicaliste révolutionnaire doit être le militant actif et discipliné de son organisation corporative. Il doit défendre haut et fort sa tendance, se faire battre copieusement s'il le faut sur ses idées, mais appliquer avec dévouement et acharnement la décision commune postérieure à la discussion même. Et puisque nous parlons d'une corporation importante qui est la mienne et sur laquelle Chambelland axe son intéressant article, voici à titre d'exemple l'attitude de la section de la Loire qui se situe entre celle de Chambelland et celle de l'« Ecole Emancipée ».

Nous ne votons pas contre le rapport moral du S.N. parce que nous ne pensons pas que le S.N. ait trahi notre confiance, ou plutôt celle de l'ensemble des syndiqués qu'il dirige, mais nous ferons publiquement à la tribune du congrès du S.N. de très importantes réserves sur l'action et la propagande de notre Bureau.

Ce n'est pas seulement piquant que dans notre section ce soient les seuls communistes qui aient été les défenseurs du Bureau du S.N., et que nationalement les communistes votent pour ce Bureau. Il y a des attitudes qui, en conservant toute la netteté désirable, et en tenant compte de l'intérêt corporatif seraient une antidote préventive certaine contre une manœuvre comme celle des staliniens de l'Enseignement et l'*Ecole Libératrice* pourrait dépenser au moins autant d'encre à dénoncer les habiletés piquantes ou doucereuses de la fraction I.T.E. dont l'organe est « le Travailleur de l'Enseignement » qu'à relever les inexactitudes de la tendance « Ecole Emancipée ». Et si le Bureau laisse une page pour la *Terre Libre* faire, pour chacun des anciens abonnés de notre journal paysan, du journal « Messidor » le successeur naturel de la « Terre » défunte ça ne doit pas déplaire aux communistes.

Si le Bureau ne prend pas position dans cette terrible affaire Garnier dont l'« Ecole Emancipée » n'a d'ailleurs pas parlé, et à propos de laquelle la « Révolution prolétarienne » pourrait faire un formidable numéro spécial si elle possédait à côté de la rubrique sur la renaissance du syndicalisme une rubrique sur son agonie, si le Bureau ne prend pas position malgré les appels réitérés de la section de la Loire, ça ne doit pas déplaire aux communistes.

Si le Bureau ne mène pas propagande plus intense autour des thèses et des problèmes pacifistes actuels, bien que les congrès prennent chaque année les résolutions dont parle Chambelland quoique avec beaucoup moins de brio et une différence de vigueur que certains attribueront suivant l'antienne connue à la gravité des événements et que d'autres ne pourront s'empêcher de rattacher à la différence d'atmosphère interne au mouvement syndical, ce n'est pas encore pour déplaire aux communistes.

Le Bureau avec la même habileté dont nous parle Chambelland étend avec des unanimités de motions le bloc non communiste jusqu'à un Neumeyer, et triste retournement des habiletés d'ici-bas cette réadoption de Neumeyer à l'aide de découpages de phrases équivoques dont la « Tribune des fonctionnaires » est la première à se moquer sera la principale arme contre nous des communistes qui auront adopté Neumeyer avant le Bureau et le remercieront de les avoir suivis dans cette voie en votant son rapport moral sans réserves.

Supposons que dans l'ensemble du pays et du mouvement syndical nous allions jusqu'à adopter ainsi les plus réformistes des syndicalistes, à ad-

mettre « Messidor », à admettre la politique de la « Tribune des fonctionnaires » et de Neumeyer, à admettre le fameux « Front populaire continue » nous serions à deux doigts d'une nouvelle *unanimité comme à Toulouse* où tout le monde s'embrasserait. Entre les deux grandes tendances du syndicalisme (on se demande par quelles acrobaties elles se sépareront, si elles ne soulèvent pas nettement la question du parti communiste), ce serait une grande réconciliation suivie d'une messe pour l'indépendance du syndicalisme (chacun sait que Frachon la défend autant que quiconque), d'une messe pour le pain, pour la paix et pour la liberté. Qui se trouvera bien abandonné dans toute cette foire, sinon notre tendance à nous, réduite à l'avance au silence dans le bloc antistalinien?

Non, pas de bloc avec les réformistes!

Mais sur certains points bien précis, alliances partielles.

Sur l'indépendance du syndicalisme, contre l'ingérence communiste, une motion unique est acceptable par tous ceux qui veulent on prétendent vouloir la démocratie syndicale et son indépendance.

Mais pourquoi sur la question de la guerre, sur le retrait du Rassemblement populaire, sur le syndicalisme instrument de transformation sociale et d'auto-éducation ouvrière, sur la *morale syndicale* dont le cas Garnier-David souligne la déchéance et soulève la question, pourquoi notre tendance n'irait-elle pas seule à la bataille avec l'idée bien arrêtée de ne pas laisser des principes fondamentaux sombrer dans les trucs de congrès de la dernière heure?

Alliance sur des points déterminés, sur des idées bien précises, dans des limites nettes? Oui. Mais cela implique une très nette différenciation sur les idées qui font qu'il n'y a pas seulement dans la C.G.T. ceux qui sont au P.C. et ceux qui n'y sont pas. La plus grave erreur c'est celle de l'unanimité sous laquelle chacun met ce qu'il peut, le plus malin, et le plus fort, ce que bon lui semble.

Le « Réveil » lui-même admet certaines alliances momentanées, il serait bon qu'il en définisse les limites, tout en laissant à chacun dans son coin l'indispensable autonomie nécessaire à la vie quotidienne d'un militant.

Enfin le troisième et dernier problème est celui que soulèvent les injures et les accusations de malhonnêteté. Pour les staliniens nous sommes généralement d'accord et savons quelles différences il y a entre communisme et stalinisme. Le communisme réel ne nous préoccupe pas pour la raison qu'il n'existe plus malheureusement (il faut dire malheureusement, que l'on soit communiste ou non).

Mais il y a une inclination aux illusions réformistes générale dans la classe ouvrière. Il y a le réformisme sous plusieurs formes, est-ce lui qu'on touche à travers « Syndicats! »? C'est un autre problème que je ne puis résoudre, car je ne connais les hommes que de réputation. Une réputation est toujours multiforme.

Y a-t-il une autre façon de prendre contact, de nouer des alliances avec les réformistes de la base? « Syndicats » n'est-il pas plus ou moins leur drapeau? Les reproches que l'on fait à certains de ces militants peuvent-ils se généraliser et passer de telle façon de la quantité à la qualité que l'équipe de « Syndicats » soit aussi éloignée du réformisme de bon aloi que les staliniens du communisme? Chez eux ne trouve-t-on rien autre que ceux-là? Ce sont évidemment des questions préalables importantes que celles posées par Jacquet.

La première de toutes encore une fois c'est que nous ne nous trouvions pas mutuellement aussi éloignés du syndicalisme révolutionnaire que nous voyons les staliniens éloignés du communisme et que certains d'entre nous voient à tort ou à raison « Syndicats » éloignés du réformisme et des réformistes de base.

Il nous serait sans doute facile (et nous sommes, si l'on en juge par le ton de nos attaques et contre-attaques réciproques, probablement tout près de la faire), de nous traiter mutuellement de faux ou de mauvais syndicalistes-révolutionnaires et de clore la discussion par un échange d'excommunications.

Alors nous irions réintégrer chacun notre boutique et travailler à contre-cœur à un travail de tronçon au lieu de participer de bon cœur au travail de notre tendance.

C'est notre tendance qu'il faut forger, tendance à vie démocratique, à ramifications autonomes dans les corporations et dans les régions diverses, rétablir la liaison qui manque entre nous. Entre nous le bloc!

Mais avec l'extérieur, les alliances partielles et momentanées!

Pas de bloc avec les réformistes!

Mais pas de rupture brutale et définitive avec eux.

J. DUPERRAY.

Avant de s'engager

A l'occasion d'un vote du Comité national des Métaux, Chambelland pose la question importante de la tactique à suivre utilement par les syndicalistes révolutionnaires envers les anciens réformistes. Ce pourrait être le point de départ d'une enquête dans le genre de celles que la *R. P.* a souvent faites lors de moments importants pour le mouvement ouvrier. A l'occasion du Congrès de Nantes une question s'impose : Que faire dans la C.G.T. menacée de colonisation? J'apporte aujourd'hui une première contribution à ce qui pourrait être une recherche collective.

Je passe sur l'appréciation de « bolchévisation » que Chambelland porte sur le travail du Cercle lutte de classes; là-dessus plusieurs camarades, lecteurs de la *R. P.* et membres du Cercle, viendront apporter leur témoignage pour discerner s'il y a vraiment bolchévisation ou non.

C'est surtout la proposition suivante de Chambelland qui me semble devoir être discutée; je la reproduis dans ce qui me paraît en être le passage essentiel (les lecteurs de la *R. P.* la retrouveront avec son contexte dans la « Renaissance du syndicalisme », *R. P.* du 25-6-38).

« *Convenons que, les leçons de l'expérience aidant, seuls les anciens réformistes sont capables d'assurer, au sein des syndicats, la démocratie et la tolérance sans lesquelles on n'y pourrait bientôt plus respirer. Faisons le bloc avec eux pour préserver de toute atteinte cette démocratie et cette tolérance. Cela ne saurait nous empêcher de dire, quand il le faut, notre mot sur les questions où nous ne sommes pas d'accord. Au contraire!* ».

Il y a là d'une part une affirmation, à l'appui de laquelle aucune preuve n'est apportée, et l'espoir que les anciens réformistes vont profiter des « leçons de l'expérience ». Il serait utile d'examiner précisément l'expérience du passé, revoir les anciens réformistes à l'œuvre et décider s'ils sont dignes de confiance en matière de « démocratie et de tolérance ».

Examinons, par exemple, la période des cinq dernières années en nous aidant de la collection de la *R. P.*

Démocratie : le fameux plan de la C.G.T. a été établi sans la participation des syndicats. Chambelland dans la *R. P.* du 10-12-34 est formel à ce sujet : « *...on a baptisé « Plan de la C.G.T. » un document qui n'a pas été établi par les organisations composant la C.G.T. ni discuté par elle* ».

Démocratie : voici encore l'avis de Chambelland sur un des palliatifs de la démocratie syndicale imaginés par les anciens réformistes, à savoir sur les Etats généraux du Travail. Cette opinion est extrêmement précieuse, car elle établit un rapprochement avec les méthodes staliniennes (toujours dans la *R. P.* du 10-12-34) :

« *Or, les Etats généraux n'ont rien discuté du tout. Des membres de l'état-major confédéral y ont fait des discours, mais les délégués du syndicat n'y ont rien examiné, pas plus en gros qu'en détail. Il s'est agi d'un vaste meeting plutôt que d'une assemblée délibérante. Ces Etats généraux ont fait penser aux trop fameux Congrès ouvriers et paysans convoqués en 1925 par le parti commu-*

niste : beaucoup de délégués, sans mandat précis et souvent ne représentant qu'eux-mêmes; des grands laïus sur des généralités; un ordre du jour établi à l'avance et des formules en série qu'il faut avaler au moment de reprendre son train ».

Démocratie : L'Union Confédérée de la Seine purement et simplement ne tenait pas de congrès et cela depuis très longtemps. Chambelland l'a rappelé dans la *R. P.* du 25-8-37.

Démocratie : Au congrès de Toulouse la motion des Correcteurs contre toute guerre, qui pourtant avait été régulièrement déposée et discutée, n'est pas soumise au vote des délégués. C'est un ancien réformiste, Laurent, qui exécuta l'opération et voici comment Chambelland décrit le vote qui approuva le procédé (*R. P.* du 10-3-36) : « *Avec frénesie, les ex-unitaires votent pour le renvoi, en compagnie des plus réformistes des ex-confédérés* ».

Tolérance : Dans un article intitulé « Colonisation organisatoire » (*R. P.* du 25-8-37) Chambelland rappelait que la C.G.T., d'après Toulouse avait repris dans ses statuts le fameux texte permettant d'exclure « les organisations qui donneront leur adhésion à des groupements fonctionnant en opposition avec les organisations régulières de la C.G.T. ». En recherchant les responsabilités de l'acceptation de ce texte, Chambelland les trouve aussi bien chez les anciens réformistes que chez les staliniens. Voici son appréciation : « *On n'a pas vu à Toulouse que cette acceptation de l'article 36-bis constituait une mesure de colonisation « organisatoire », on n'a pas compris qu'en rejoignant sur ce point les auteurs responsables de la scission de 1921, les hommes du parti communiste s'octroyaient le droit de chasser de la C.G.T. tous ceux qui ne se soumettraient pas à leurs manœuvres.*

Le fait est là : dans la C.G.T. unifiée, nous vivons sous la menace d'exclusions toujours possibles statutairement ».

Tolérance : Dans le même article relatant l'étouffement des petits syndicats par les grands dans l'Union des Syndicats de la région parisienne, Chambelland affirme :

« *Ici encore les communistes ont en prévision de l'avenir, rejoint les ex-confédérés dans le désir d'étouffer toute voix d'opposition* ».

Ces quelques exemples, pris parmi des dizaines d'autres qu'on pourrait citer, se rapportent à l'époque où les anciens réformistes étaient maîtres absolus de la C.G.T. ou avaient après la fusion une position plus forte qu'actuellement; ce n'est donc pas à l'influence communiste que ces manifestations de « démocratie et tolérance » peuvent être attribuées. Mais depuis, au cours de tous derniers mois il n'y a jamais eu du côté de la plupart des anciens réformistes (à part quelques rares exceptions confirmant la règle) un sursaut pour enrayer nombre d'autres entorses antidémocratiques. Prenez les crédits accordés au film « La Marseillaise » ou les 250.000 francs versés à la défense nationale, ou l'abstention devant l'emprisonnement de Garnier et de David, ou le scandale « Messidor » : avez-vous jamais entendu que ces anciens réformistes aient protesté en face de leurs collègues staliniens quand ces mesures étaient adoptées sans consultation des syndicats? Au contraire pour certaines d'entre elles ces réformistes en sont les initiateurs.

Même la fameuse théorie du moindre mal ne se justifie guère quant au bloc à constituer contre les staliniens parce que « adversaires les plus redoutables du mouvement ouvrier ». La brève évocation des actes des réformistes, présentée ci-dessus et les camparaisons établies à ce sujet par Chambelland par rapport aux staliniens permet de se rendre compte que ces deux catégories d'adversaires se valent à une nuance imperceptible près.

Mais le danger de ce bloc réside dans un autre point. Peut-on, en restant « toujours pleinement loyaux et absolument honnêtes », s'allier avec ceux qui depuis 1914 ouvertement préconisent la participation du mouvement ouvrier à la défense nationale, et qui sur ce point ne font au cours des derniers mois qu'accentuer leurs conceptions patriotardes?

J'entends bien que nous nous réserverions de dire « notre mot sur les questions où nous ne sommes pas d'accord ». Cela suffit-il pour empêcher l'enchaînement des syndicats à la cause de la défense nationale? Nous pourrons dans quelques articles, dans quelques discours au congrès, affirmer en termes amicaux et fraternels notre dissentiment à ce sujet. Mais rien de plus sous peine de rompre le bloc! Pas de propagande dans la masse des syndiqués qui devrait faire ouvrir les yeux à ceux-ci aussi bien sur le bellicisme des anciens réformistes, que sur le chauvinisme des staliniens à la Frachon! Pas de résolution ferme et précise sur l'internationalisme ouvrier dans les congrès sous peine de détacher du bloc les voix de ceux qui journellement parlent dans la presse syndicale de « politique ferme » face au bloc totalitaire! Pratiquement les syndicalistes révolutionnaires en s'alliant aux anciens réformistes ne pourraient obtenir guère plus que des motions chèvre et chou, invitant tous les gouvernements à s'asseoir autour de la même table ronde, pour régler gentiment le sort des peuples, en somme une nouvelle tentative de S.D.N. revue et corrigée. En attendant, par leur coalition, les syndicalistes révolutionnaires auraient contribué à recréer l'unanimité autour de l'acquiescement à la défense nationale, en échange d'une vague promesse des pourparlers diplomatiques entre gouvernements capitalistes.

Vraiment n'y a-t-il pas en ces moments graves autre chose à faire?

Vraiment, pour rester « pleinement loyaux et absolument honnêtes » ne faut-il pas en toute occasion, en conformité avec le fond de notre conscience combattre au même titre les deux formes de collaboration de classes : le réformisme et le stalinisme?

L. NICOLAS.

ENTRE NOUS

Abonnements de soutien : juin :

Castaignède : 10; Chambelland : 10; Flouret : 150; Girard : 50; Monatte : 50; Péra : 100. Total : 370 francs.

Souscription : juin :

Bataille (S.-et-O.) 5; Brient (Paris) 20; Charon (Haute-Garonne) 5; Claveyrolas (Loire) 10; Estève (Ardennes) 10; Gilles (S.-et-O.) 20; Husson (Paris) 10; Lelièvre (Vendée) 5; Lorient (Seine) 10; Macé (Paris) 50; Martineau (Paris) 10; R. Maupioux (Seine) 10; Pajot (Seine) 5; Pellerin (Seine) 10; L. Pelletier (Paris) 10; Périgeat (Paris) 20; Rosuel (Finistère) 10; Samson (Oise) 5; G. (Paris) 10. Total : 235 francs.

Abonnements nouveaux :

Mai : Paris, 5; Seine, 2; Seine-et-Oise, 2; Alpes-Maritimes, 1; Calvados, 1; Côte-d'Or, 2; Gironde, 1; Indre, 1; Jura, 2; Landes, 1; Loire, 4; Morbihan, 1; Nord, 2; Oise, 1; Vendée, 1; Yonne, 1; Belgique, 1; Etats-Unis, 1. Total : 20.

Juin : Paris, 4; Seine, 2; Seine-et-Oise, 2; Aisne, 2; Algérie, 2; Ardennes, 1; Aube, 1; Cantal, 1; Ille-et-Vilaine, 1; Landes, 3; Bas-Rhin, 2; Haut-Rhin, 1; Seine-Inférieure, 1. Total : 22.

Pour le 2e trimestre de cette année, l'accroissement net du nombre des abonnés, compte tenu des désabonnements et des suppressions, est de 42.

Il nous manque des numéros.

Nous sommes dépourvus, pour nos collections, de numéros 241, 262, 263. Nous serions reconnaissants aux camarades qui auraient plusieurs exemplaires de ces numéros de nous retourner ceux qu'ils ne désireraient pas conserver.

Le gérant : M. CHAMBELLAND. Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e)

Une merveille d'art qui est un document

31 ESTAMPES DE SIM

Magnifique album édité par la F.A.I. sur la Révolution espagnole du 19 juillet 36

En vente aux bureaux de la *R. P.* Prix : 10 francs; franco : 13 francs



Sont également en vente à la « R. P. » :

BORIS SOUVARINE : **Cauchemar en U.R.S.S.** . . . . 2.—

GROUPE INTERNATIONAL (marxistes-léninistes) : **De la Révolution de Lénine à la contre-révolution de Staline** 2.50

ANNE DARBOIS : **Pourquoi j'ai quitté « Nouvel âge »** . . . . 5.—

JOAQUIN MAURIN : **Révolution et contre-révolution en Espagne** 15.—

DANIEL GUERIN : **Fascisme et grand capital** . . . . 18.—

ALFRED ROSMER : **Le mouvement ouvrier pendant la guerre** . . . . 36.—

Ainsi que les éditions de la « R. P. » :

YVON : **Ce qu'est devenue la Révolution russe** 2.50

HORRABIN : **Précis de géographie économique** . . . . 9.—

LOUZON : **L'économie capitaliste** . . . . 12.—

CHAMBELLAND : **Le statut moderne du travail** 0.50